

SARKOZY : LA PRISON C'EST POUR LES PAUVRES

50 ANS APRÈS LA MORT DE FRANCO : TOUT CHANGER POUR QUE RIEN NE CHANGE

RÉVOLUTIONNAIRES

45 13 NOVEMBRE 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

MANIFESTATION NATIONALE

2025

NOVEMBRE 2025
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE | 14H

SOLIDARITÉ PALESTINE

Auto-détermination du peuple palestinien et droit au retour des réfugiés palestiniens

Fin de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid

Sanctions contre Israël

Cessez-le-feu définitif et fin du génocide

puis notre meeting

19h30 • Espace Charenton
327 rue de Charenton 75012 Paris

**LES CAPITALISTES
NOUS FONT LA GUERRE**

**ORGANISONS-NOUS
POUR LES
RENVERSER !**

ÉDITORIAL

Mépris de classe et guerre contre les pauvres : c'est avec le capitalisme qu'il faut en finir !

À écouter les députés qui débattent du budget, ce serait nous, celles et ceux qui font tout tourner dans cette société, qui serions la cause de tous les maux : les travailleurs bénéficieraient des largesses du système de santé, les retraités se la couleraient douce au lieu de crever au boulot, les consommateurs seraient responsables du saccage de la planète. Les riches et les patrons, eux, ne demanderaient qu'à créer de l'emploi, alors même qu'ils licencient en masse. Pas question qu'ils contribuent, même symboliquement, au bouclage du budget !

SHEIN : UN ARBRE DANS LA FORÊT CAPITALISTE

Personnalités de la mode et du luxe, politiciens du PS, macronistes, d'extrême droite, mais aussi du PCF et des Verts, défilent pour dénoncer l'enseigne chinoise de vente en ligne Shein qui a ouvert une boutique dans le BHV à Paris.

Shein est emblématique du pire de la société capitaliste : exploitation brutale des salariés, production d'articles jetables de mauvaise qualité désastreux pour l'environnement, vitrine pour des contrefaçons dangereuses et même des produits pédopornographiques... Tous les moyens sont bons

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	CULTURE	p. 15
Éditorial Mépris de classe et guerre contre les pauvres : c'est avec le capitalisme qu'il faut en finir ! Anniversaire des attentats du 13 novembre 2015 : • Leurs guerres, nos morts • Quelles conséquences politiques ? Chronique de violences policières étouffées ! Pour Sarkozy la justice est vraiment bonne pomme	Manifestations du 25 novembre Le Youtoubeur Maskey ou comment l'État fabrique des sans-papiers Instrumentalisation de faits divers : ce n'est pas à la fachosphère de faire la loi ! L'indépendance de l'Algérie, droite extrême et extrême droite ne l'ont toujours pas digérée ! Lutte contre la drogue au Palais-Bourbon : À la bonne vôtre !	La victoire de Mamdani ne suffira pas à apporter les changements nécessaires Pas de paix qui vaille sans retrait de Gaza des troupes israéliennes, sans départ de Cisjordanie des colons israéliens ! Manifester spontanément pour la Palestine n'est pas un crime !	Au Soudan, la guerre contre le peuple Brésil : l'extrême droite se prépare Mali : bras de fer entre militaires et bandes armées islamistes, fruit du pillage des richesses du pays ACAB : All COPs are bullshit (Toutes les COP sont du pipeau) Philharmonie de Paris : le double discours de l'État français	50 ANS APRÈS LA MORT DU DICTATEUR FRANCO « Il faut tout changer pour que rien ne change ! » Le rôle de la monarchie Les années 1960 et la reprise du mouvement ouvrier La grève de Vitoria-Gasteiz La gauche institutionnelle béquille du capitalisme Le « pacte d'oubli », un déni de justice pour les victimes du franquisme	Sanofi Maisons-Alfort : quatre mois de lutte contre la vente Aux côtés de Fabien Villedieu : ils ne nous feront pas taire ! Renault Sandouville : 300 intérimaires à nouveau virés La Poste : comités de mobilisation à Paris et en Île-de-France Il n'y a pas de frichti profits C'est déjà Noël pour les sidérurgistes européens Rhône : vague de licenciements Liquidation de Novasco à Hagondange (Moselle) ? Synlab (Auch) : le personnel du labo en grève	Dans les établissements du 93 : lutte pour la régularisation des élèves sans-papiers et de leurs familles Éducation nationale : le Sénat propose de doubler les suppressions de postes « Psychopathes » des profits, « killers » d'emplois : les PDG passent, la logique Stellantis reste VIE DU PARTI Mairie de Lyon : Aulas en campagne, le NPA-Rausi ! À Grenoble : une liste anti-capitaliste et révolutionnaire aux élections municipales À la recherche du NFP perdu ?	Film · Livre NPA JEUNES-R Les étudiants s'organisent contre la « tournée » d'un militant d'extrême droite espagnole Être étudiant étranger : un parcours du combattant Immersion en entreprise dès 12 ans, retour du travail des enfants ?	p. 16	

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

pour dégager des profits !

Mais aux yeux des politiciens et des capitalistes qui ont monté cette cabale, Shein a surtout le tort d'être un concurrent chinois dans la guerre commerciale. Décathlon ou Uniqlo exploitent des esclaves ouïghours, Total pille et pollue des pays entiers en Afrique et en Asie – les patrons français ont les mêmes méthodes que leurs homologues chinois, mais ils voudraient se faire passer pour des victimes !

GUERRE SOCIALE CONTRE LES PAUVRES

Comble de l'hypocrisie, plusieurs politiciens, dont des proches de la maire de Paris, Anne Hidalgo – qui s'habille avec des vestes Dior à 3 000 euros pièce –, ont lancé le collectif Une autre mode est possible (Uamep) qui prétend sensibiliser les consommateurs aux bonnes pratiques. Idiots que nous sommes d'acheter des vêtements pas chers !

Les mêmes se préparent à voter un budget pour nous faire les poches. Farandou, le ministre du Travail et ancien PDG de la SNCF, propose de supprimer la prime de Noël aux bénéficiaires du RSA qui n'ont pas d'enfants : « *La générosité qu'on a connue pendant des décennies est peut-être arrivée à son terme* », dit-il. Et maintenant, au nom de la lutte contre le surendettement, un projet vise à « encadrer » les découverts bancaires !

LE RN C'EST MACRON EN PIRE

Ces provocations contre les classes populaires s'accompagnent comme d'habitude de mesures démagogiques contre les étrangers : remise en cause des APL, durcissement de l'obtention et du renouvellement des titres de séjour. Le gouvernement reprend toutes les mesures du Rassemblement national. Ce qui n'empêche pas l'extrême droite d'en rajouter, en présentant un budget contenant encore plus de mesures contre les pauvres et les travailleurs et encore plus d'attaques racistes.

FACE AU MÉPRIS DE CLASSE : EN FINIR AVEC L'EXPLOITATION !

Le grand patronat épuise les hommes et la nature, il est le donneur d'ordre des politiciens racistes et le commanditaire des guerres de rapine pour les ressources partout dans le monde. Mais il ose faire la morale à ceux qui produisent ses profits ! C'est nous qui travaillons, cela devrait être à nous de décider quoi produire et comment, dans le respect de l'environnement. « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* », disait Karl Marx, dès les débuts du mouvement ouvrier. Seules les luttes collectives permettront d'en finir avec l'exploitation et les oppressions qu'elle charrie.

• 10/11/2025

Dix ans après les attentats du 13 novembre LEURS GUERRES, NOS MORTS

Les attentats du 13 novembre 2015 en France s'inscrivent en réalité dans un contexte de guerres et d'ingérences impérialistes.

UN FRUIT DES GUERRES IMPÉRIALISTES

En 2006, Al-Qaïda et d'autres groupes « djihadistes », présents en Irak après le renversement du régime de Saddam Hussein par les États-Unis en 2003, prenaient le contrôle de la province d'Al-Anbar, à l'ouest. Ces groupes ont alors pris leur autonomie dans le but d'exercer le pouvoir dans les régions qu'ils dominaient.

En 2012, à la faveur du soulèvement contre Bachar al-Assad dans la Syrie voisine, et de la guerre entre le régime et différents groupes armés, « l'EI » a traversé la frontière pour devenir l'État islamique en Irak et au Levant (ou Daech).

Il a alors été combattu à la fois par le pouvoir d'Assad et ses alliés (Russie, Iran, Hezbollah libanais...), une coalition de 22 pays, dont les États-Unis et la France, à partir de 2014, et par d'autres groupes « djihadistes », parfois liés à des puissances régionales (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Turquie), chacune voulant étendre son influence régionale.

La perte de ses territoires entre 2015 et 2019 n'a pas empêché Daech d'organiser ou de revendiquer des attentats dans le monde entier, et de recevoir l'allégeance d'autres groupes d'une vingtaine de pays, de l'Algérie à l'Indonésie, de l'Ouzbékistan au Mozambique... Le renversement d'Assad en décembre 2024, comme la faiblesse des États du Sahel, d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, lui permettent d'être toujours actif.

QUELLES CONSÉQUENCES POLITIQUES ?

Il y a dix ans, un commando expédié depuis la Syrie et la Belgique, comprenant de nombreux Français, mettait Paris à feu et à sang, dans des attentats d'une violence particulièrement sauvage et aveugle. Daech, en bout de course, décidait de frapper par ce qui reste l'acte terroriste le plus meurtrier réalisé sur le sol français.

Lors d'une semaine de commémoration, on assiste à une nouvelle déferlante de propos anti-arabes, mais aussi de propagande policière, sur les « héros », qui ce jour-là, ont empêché quelques morts de plus. Pourtant, le 13 novembre est aussi l'histoire d'un fiasco des services de police. Au-delà des opérations plus ou moins réussies par des policiers d'élite, l'écrasante majorité des auteurs des attentats étaient connus des services secrets comme religieux radicalisés ou pour des allers-retours dans la zone irako-syrienne. Sans même parler d'Abaaoud, figure internationale et recruteur du Jihad, qui sera pourtant en mesure de mitrailler les terrasses ce soir-là.

C'est d'ailleurs la question qui reviendra le plus souvent chez les rescapés et les familles des victimes lors du procès fleuve qui a eu lieu de l'automne 2021 à juin 2022. Comment des individus ont-ils pu traverser tant de pays et préparer un tel massacre sans attirer l'attention ? Elle ne trouvera pas de réponse satisfaisante, sauf à constater que pour un État impérialiste comme la France, la défense de ses intérêts compte plus que la vie d'une centaine de ses habitants...

OMERTA AUTOUR DES ATTENTATS D'EXTRÊME DROITE

La dignité devant ce massacre, dont font globalement preuve les survivants et les familles, n'est pas de mise pour les formations politiques, de droite et d'extrême droite (jusqu'à Trump !), qui n'ont de cesse depuis dix ans de récupérer l'événement : diffusion de fausses informations sur des tortures

UN « ÉTAT » MILITAIRE... ET CAPITALISTE

Ses dirigeants ont aussi su s'intégrer au monde des affaires capitalistes. Les deux tiers de ses quelque 2 906 milliards de dollars de revenus provenaient du pétrole, du gaz et du phosphate... Et 10 % de la vente de ciment, comme le rappelle le procès de l'entreprise française Lafarge, qui lui a versé des millions d'euros pour maintenir ses activités en Syrie entre 2013 et 2014. D'autres multinationales ont certainement commercé, au moins indirectement, avec l'État islamique. Et les différents belligérants ont favorisé la circulation de ses combattants et de ses armes, lorsque sa progression permettait d'affaiblir un rival.

Les 16 000 morts des près de 2 000 attentats commis par Daech entre 2013 et 2016 en Irak, en Syrie et dans une vingtaine de pays, sont les victimes d'un groupe criminel et obscurantiste. Mais l'existence même de ce groupe est la conséquence des ingérences et actes de déstabilisation des puissances impérialistes dans le monde. Nos dirigeants comptent leurs profits, nous comptons nos morts.

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 10/11/2025

pratiquées ; affabulations sur le « *chemin des réfugiés* » prétendument emprunté par les terroristes ; interdiction faite à Médine de jouer au Bataclan... Avec l'obsession du gain électoral ! D'une manière générale, la diffusion de plus en plus large et décomplexée d'un discours raciste et islamophobe trouve sa piètre justification avec les attentats des dernières années. Silence en revanche sur des projets (que les services secrets s'attacheraient à déjouer) d'attentats d'individus ou groupes d'extrême droite qui ne cachent pas leur volonté de réaliser un « *Bataclan à l'envers* », à l'image de l'assassinat à Christchurch de plusieurs dizaines de fidèles réunis dans leur mosquée néo-zélandaise en 2019.

Pour l'État, cette nuit du 13 novembre a également été le prétexte à un durcissement considérable de plusieurs pans législatifs répressifs (prolongation de l'état d'urgence et tentative d'instaurer une déchéance de nationalité notamment), et à un renforcement des pouvoirs de la police (en termes de perquisitions, de gardes à vue, de surveillances, etc.). Ce durcissement ne vise pas que les djihadistes. Des écologistes radicaux anti-COP21 l'avaient déjà subi quelques mois plus tôt. Enrégimenter la population dans un climat de terreur est, au fond, un objectif commun à Daech et aux États prétendument démocratiques.

PHILIPPE CAVÉGLIA • 10/11/2025

Malgré toutes les preuves, tout est fait pour étouffer les affaires de violences policières !

DE SAINTE-SOLINE À BOBIGNY : VIDÉOS CACHÉES

« Faut qu'on les tue », « J'espère bien que t'en as éborgné », « Un vrai kiff »... Les vidéos des caméras piétons des gendarmes et flics menant la répression contre les manifestants anti-bassines à Sainte-Soline (79) le 25 mars 2023 sont sans équivoque : les tirs de grenade et de LBD étaient bien destinés à blesser, voire tuer, avec l'aval et même l'incitation de la hiérarchie. Laurent Nuñez, ministre de l'Intérieur, s'est dit « pas du tout content » des « propos » qu'il a entendus et des « gestes » vus sur ces vidéos... Des vidéos que les autorités détiennent depuis plus de deux ans ! Il aura fallu que des journalistes de Mediapart publient ces vidéos pour qu'une « enquête administrative » soit ouverte !

MICHEL ZECLER : CINQ ANS D'ATTENTE POUR UN DÉBUT DE VÉRITÉ...

On se souvient que le 21 novembre 2020, le producteur de musique d'origine martiniquaise Michel Zecler était violemment agressé à son domicile, dans le 17^e arrondissement de Paris, par quatre flics, qui avaient jeté une grenade dans son appartement et l'avaient roué de coups.

Cinq ans après, malgré la mise en garde à vue des flics, vite remis en liberté, le procès ne s'est toujours pas ouvert, et aucune procédure disciplinaire n'a été engagée par l'IGPN ! Le 7 novembre dernier, la Défenseure des droits a remis un rapport accablant qui retient le caractère raciste de l'agression, que le juge d'instruction avait écarté.

Dans la nuit du 28 au 29 octobre, c'est carrément dans l'enceinte du tribunal de Bobigny que deux flics ont violé une femme



qui était présentée au parquet. Les avocats du tribunal ont suspendu leurs permanences pour protester. À Ivry-sur-Seine, le 5 novembre, c'est un jeune qui a été roué de coups, menotté au sol, par des flics, lors d'une fouille sous prétexte de chercher des stupéfiants.

IL Y A 20 ANS, LA MORT DE BOUNA TRAORÉ ET ZYED BENNA

Les quartiers populaires se soulevaient alors, suite à l'électrocution de deux adolescents qui s'étaient réfugiés dans un poste électrique pour échapper à des flics qui les poursuivaient arbitrairement.

Il ne s'agit pas d'un épiphénomène. Les violences policières sont endémiques dans le système capitaliste. La police est le bras armé de l'État, qui s'assure du maintien de l'ordre social capitaliste. Comment s'étonner dès lors que les flics se croient tout permis ? Les violences policières, c'est la violence du système capitaliste. Pour en finir avec ces violences, il faudra en finir avec le capitalisme, son État, sa police.

AURÉLIEN PERENNA • 09/11/2025

Pour que cessent les violences faites aux femmes, ne comptons que sur nos luttes, organisons-nous

Chaque année, le 25 novembre, lors de la journée internationale contre les violences sexistes et sexuelles, on constate la poursuite des violences faites aux femmes - agressions, viols ou meurtres. Depuis plusieurs années, des femmes osent pourtant en parler et le débat est porté sur la place publique. Néanmoins, toujours bien en deçà du nécessaire.

On compte 138 féminicides à ce jour en France, depuis janvier 2025, soit un décès tous les deux ou trois jours environ. Davantage qu'en 2024, où 118 meurtres étaient recensés. Le capitalisme et les préjugés patriarcaux réactionnaires qu'il n'a pas reniés, tuent les femmes : dans les hôpitaux après une césarienne, ce contre quoi se sont révoltés les jeunes au Maroc ; dans les guerres, au Soudan et ailleurs, où les femmes sont objets de chantages et de viols ; ou derrière des barreaux, à l'intérieur de leur maison, privées d'éducation et de la possibilité d'avoir un travail et un salaire assurant le minimum d'indépendance.

La violence, c'est aussi celle de l'exploitation au travail. À tous et toutes, le patronat nous vole quotidiennement du temps de travail, du salaire. Et dans ce cadre, la surexploitation des femmes est un obstacle à l'unité dans la lutte des travailleurs : à travail égal, salaire égal ! Tous ensemble pour en finir avec l'exploitation !

Les centres du planning familial, les assistantes sociales, les crèches... Dans tous les services qui permettraient aux femmes de ne pas porter seules la charge des enfants et de pouvoir être accueillies par des professionnels à l'écoute, tout manque. Tous les budgets sont rognés ! Nous ne pouvons pas compter sur des pétitions, des happenings ou encore un gouvernement de gauche.

Ce samedi 22 novembre, soyons nombreuses et nombreux, de toutes les générations, à dire non aux violences contre les femmes et revendiquer l'égalité pour toutes et tous et le besoin d'un plan de bataille pour gagner ! Le NPA-Révolution-



naires et le NPA-Jeunes Révolutionnaires seront présents dans ces manifestations. Mais qu'est-ce qui serait nécessaire ? S'attaquer au patriarcat dans le capitalisme, c'est construire résolument les grèves et les blocages qui inverseront le rapport de force. Les droits des femmes obtenus ne l'ont été que par des mobilisations d'ampleur. Comme pour toute l'exploitation et les oppressions que subissent les exploités dans cette société, seule leur force collective apportera les réponses qui mettront fin au décompte sinistre des féminicides.

ARMELLE PERTUS • 10/11/2025

POUR SARKOZY LA JUSTICE EST VRAIMENT BONNE POMME

Nicolas Sarkozy n'aura passé au total qu'une vingtaine de jours dans sa cellule de la prison de la Santé avant d'être libéré et placé sous contrôle judiciaire par la cour d'appel de Paris. Pour quelqu'un condamné à cinq ans de prison ferme pour « association de malfaiteurs » dans l'affaire du financement libyen, il s'en tire bien. Macron et son ministre de la Justice, Gérard Darmanin, avaient multiplié les signes et les déclarations en sa faveur. Bien mieux, lors de l'audience, le représentant du ministère public, censé donner le point de vue de l'État, ne s'était pas opposé à cette libération. Autant dire qu'il avait donné son feu vert. Pour une fois, on n'a pas entendu les Retailleau, Le Pen et autre Ciotti reprendre leur ritournelle habituelle contre le laxisme de la justice. Là, c'est plutôt touche pas à mon pote ou les copains d'abord.

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 45 • 13 NOVEMBRE 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

POUR ENVOI POSTAL >> LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES
BP60008 IVRY 94201 CEDEX

Abonnement

RÉVOLUTIONNAIRES

Tarif pour le journal papier :

12 mois : ☐ 40€ ☐ soutien 50€
6 mois : ☐ 20€ ☐ soutien 25€

❶ Nos abonnés reçoivent aussi le journal en format numérique.

Infos obligatoires :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Email :
Paiement : ☐ Liquide ☐ Chèque

❶ Pour payer par carte bancaire, rendez-vous sur notre site internet, npa-revolutionnaires.org/abonnement/
❶ Pour payer par virement, envoyer un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

Comment l'État fabrique des sans-papiers

Dans une vidéo vue plus d'un million de fois, le youtubeur Maskey raconte avec humour les deux ans de cauchemar administratif qui lui ont été infligés par la préfecture. Arrivé de Mauritanie en 2012, il devient sans-papiers dix ans après, lors d'une simple procédure de renouvellement de carte de séjour qui n'aboutit pas. Sans se voir opposé aucun refus, motivé ou non, incapable même d'échanger avec un interlocuteur humain (les messages de réponse sont générés par IA), il plonge dans une insécurité administrative débilatante : peur du moindre contrôle de police, fermeture de ses comptes en banque, impossibilité de sortir du territoire... Bienvenue dans un absurde digne de Kafka !

Comme le souligne Maskey, sa situation de youtubeur rémunéré, de demi-« star », lui

permet pourtant d'échapper au pire du quotidien des travailleurs sans papiers. Ils sont des dizaines de milliers à subir ce silence calculé des préfectures, et le phénomène devient « systémique » d'après un récent rapport d'Amnesty International - c'est-à-dire tellement fréquent qu'il ne s'agit ni de « bugs » ni d'un résultat mécanique du manque de moyens mais d'un choix assumé. Un tel choix est encouragé par la démagogie raciste qui sature le débat politique, déversée par en haut dans les médias des milliardaires.

Encouragée par le racisme d'État, la fabrique de sans-papiers à cette échelle industrielle n'a pourtant rien à voir avec le fait de limiter l'immigration : ceux qui en sont victimes travaillent et vivent ici depuis de nombreuses années. Elle plonge en revanche

Voir et entendre



de nombreux travailleurs dans une insé-

curité telle qu'ils deviennent plus fragiles face aux diktats patronaux. Le rapport d'Amnesty reproduit les témoignages d'aides à domicile, de cuisistots ou d'agents de sécurité qui craignent de quitter un emploi mal payé et aux conditions indignes du fait de leur situation administrative.

Comme toujours, les racistes sont les idiots utiles du patronat. Certains d'entre eux prétendent s'exprimer au nom des classes populaires mais leur haine contre les immigrés est en réalité une haine de classe anti-ouvrière. Le 18 décembre prochain, une marche des solidarités s'élancera dans toutes

les villes, accompagnée d'un appel à la grève qui s'adresse à tous les travailleurs concernés - et nous le sommes tous et toutes car une attaque contre ceux d'entre nous qui viennent d'ailleurs est une attaque contre nos droits à tous. Les frontières sont l'arme des patrons : des papiers pour tous et toutes, liberté de circulation et d'installation !

RAPHAËL PRESTON • 09/11/2025



À la bonne vôtre !

Il y a quelques mois, la presse alertait sur l'alcoolisation des députés : il paraîtrait que ça commence fort dès 11 heures du matin, quelques petits rhums vers 16 heures et c'est parti pour le pic de 19-20 heures, toutes tendances politiques confondues. Le tout pouvant être acheté avec les frais de mandat des élus...

L'alcool a beau être une drogue légale, elle reste une drogue. Et le spectacle de députés passablement imbibés au moment du déploiement de tout ce cinéma à l'Assemblée fait mauvais genre. Du coup, un rapport parlementaire qui vient de paraître recommande d'interdire la vente d'alcool à la buvette, par « mesure d'exemplarité », selon son auteur.

Défendre cette drogue légale n'empêche d'ailleurs pas ces « représentants du peuple » de prétendre « lutter contre la drogue ». La fermeture des haltes soins addictions (HSA), communément appelées « salles de shoot », à Paris et à Strasbourg malgré leur efficacité prouvée, a tout juste été repoussée. Un report cependant suspendu à l'avenir du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). La lutte contre la drogue sert en réalité de prétexte pour renforcer les dispositifs policiers et répressifs dans les quartiers ouvriers,

et justifier les agressions quotidiennes contre les jeunes des banlieues. Les « opérations coup de poing » anti-droque initiées par le ministère de l'Intérieur ne sont pas faites pour empêcher les gros bonnets du trafic de prospérer. La police continue ses agressions quotidiennes contre les jeunes des banlieues, bien contente de pouvoir cacher son racisme et sa violence derrière la « lutte contre la drogue ». Heureusement, leurs méfaits sont parfois filmés, comme on a pu le voir il y a quelques jours à Ivry-sur-Seine, et parviennent alors à franchir le mur de silence des médias, même si les auteurs de ces exactions sont rarement condamnés par la justice, ou alors seulement à des peines symboliques.

Et le débat de se déchaîner. Le socialiste Philippe Brun croit malin de déclarer que « la buvette sert essentiellement des Coca Light », quant aux tenants les plus acharnés de cette prétendue « lutte contre la drogue », ils sont aussi les plus fervents défenseurs de la vente d'alcool à l'Assemblée nationale. Ainsi, le député RN Frédéric Falcon écrit sur X : « Nous continuerons à défendre notre viticulture. [...] Assez de ces mesures d'inspiration islamiste. » L'islamophobie cachée dans le pinard ! Hélas, le ridicule ne tue pas.

Mais sobres, un peu pompette ou complètement bourrés, ces messieurs-dames légiféreront comme ils l'ont toujours fait : en faveur des riches et des puissants.

MICHEL GRANDRY • 08/11/2025

L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE, DROITE EXTRÊME ET EXTRÊME DROITE NE L'ONT TOUJOURS PAS DIGÉRÉE !

Le Rassemblement national a fait adopter à l'Assemblée nationale, le 30 octobre, par 185 voix contre 184, une proposition de résolution visant à dénoncer les accords de 1968 concernant le statut des immigrés algériens en France.

Le groupe parlementaire du RN étant constitué de 123 députés, ce texte a dû obtenir le soutien de députés Républicains et centristes du groupe Horizons pour être validé. Tout un petit monde qui garde sur l'estomac le fait que les Algériens aient arraché leur indépendance après une guerre pourtant sanglante que leur a menée l'impérialisme colonial français.

Les quelques avantages maintenus en 1968 par rapport aux autres travailleurs immigrés ont déjà été presque totalement annulés par des modifications successives ; et l'adoption de la résolution (non contraignante !) ne va pas changer grand-chose. Mais ce vote à une voix près, dans un hémicycle loin d'être plein, c'était surtout de la démagogie raciste. L'occasion pour Marine Le Pen et ses amis de l'« Union des droites » de rabâcher leur message raciste et xénophobe. Poison à combattre, évidemment !

MEURTRE DE LOLA : CE N'EST PAS AUX FACHOS DE FAIRE LA LOI !

Lors du procès de Dahbia Benkired, condamnée à la réclusion criminelle à perpétuité pour torture, viol et meurtre en 2022 à Paris contre Lola Daviet, une jeune adolescente, il a été difficile d'échapper à des discussions sur cette « affaire hors-norme », comme on nous l'a répété en boucle dans les médias. Pourquoi autant de détails sordides ont-ils été distillés jour après jour, mélangés à des commentaires de tel « chroniqueur judiciaire » ou de tel « expert psychiatre » ? Quel intérêt à se repaître du récit d'une femme de 27 ans qui torture, viole, tue et tente de transporter dans une malle le cadavre d'une fillette de 14 ans ? Aucun être humain, face à un tel déchaînement meurtrier, ne peut échapper à la sidération, à des formes d'identification ou d'empathie à l'égard de la victime et de ses proches, et s'empêcher de se poser des questions sur la « possibilité » même d'un tel crime.

Mais dès le départ, il s'est agi d'autre chose : l'auteure du crime étant de nationalité algérienne et sous le coup d'une OQTF, cela a ouvert la voie au déchaînement de la fachosphère. Le prénom de la victime a servi de tremplin à toutes les franges de l'extrême droite pour appeler au rétablissement de la peine de mort et à l'expulsion de tous les étrangers. Marine Le Pen a pointé « un cas d'école sur le caractère hors contrôle de l'immigration clandestine dans le pays », Retailleau (pas encore ministre de l'Intérieur à l'époque) en a rajouté des louches, Zemmour a lancé le terme de « francocide », tandis que les identitaires appelaient à des manifestations partout en France en hommage à « la petite Lola ».

Trois ans après, au moment de l'ouverture du procès, le récit construit autour d'une volonté supposée d'éliminer des Français de couleur blanche, qui plus est en utilisant l'horrible mort d'une enfant, a laissé son empreinte bien au-delà des rangs de l'extrême droite organisée. La mère de Lola a demandé à plusieurs reprises que « soit retirée toute utilisation du nom et de l'image de leur enfant à des fins politiques »... Une attitude qui force le respect face à cette pression nauséabonde et qui conforte la conviction que l'humanité ne devra jamais remettre son devenir dans les mains de fachos.

MARIE DAROUEN • 10/11/2025

Ras-le-bol des médias des milliardaires ?

ABONNE-TOI À RÉVOLUTIONNAIRES

Infos, tarifs et abonnement

Pour un parti des travailleurs et des travailleuses, communiste & internationaliste

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

npa-revolutionnaires.org



PAS DE PAIX QUI VAILLE SANS RETRAIT DE GAZA DES TROUPES ISRAËLIENNES, SANS DÉPART DE CISJORDANIE DES COLONS ISRAËLIENS !

Tous et toutes en manifestation à Paris le samedi 29 novembre !

Un mois après l'introduction le 10 octobre dernier du « plan de paix » de Trump et d'un cessez-le-feu, l'État d'Israël tue toujours à Gaza (certes moins !), colonise toujours en Cisjordanie et sur le plateau du Golan à la frontière avec la Syrie (toujours plus !), mitraille encore au Liban, en toute impunité. Au moins 240 morts et 607 blessés à Gaza, depuis la prétendue « paix » à la Trump. Quelques miettes d'aide humanitaire ont pu pénétrer dans l'enclave en ruines où survit une population toujours affamée, mais les massacres et la colonisation se poursuivent.

Cette paix des cimetières ressemble à une étape vers ces projets de fous de dieu du fric que sont Trump et Netanyahu, et leurs comparses impérialistes occidentaux et émirs ou roitelets arabes du Golfe. Un monde de promoteurs immobiliers et pétroliers qui spéculent sur les dollars à tirer d'un remodelage de la région.

Ce monde de brigands affairistes n'a pas renoncé à faire de Gaza une « Riviera », avec une nouvelle tour Trump dominant la Méditerranée. D'où le besoin de bouter dehors encore davantage de ces 2,2 millions de Gazaouis qui n'ont pas fui ou n'ont pas été tués ou blessés. Les offres d'expertise pour ces futurs grands travaux viennent de l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair (fort des deniers d'un milliardaire américain mécène de l'armée israélienne), du gendre Kushner de Donald Trump (qui toujours veille au grain ou au blé de la famille), et des Macron et Merz (qui ne voudraient pas être écartés de la mangeoire de la reconstruction). Des projets futuristes et lucratifs germent toujours dans les cerveaux de ces pacificateurs du Moyen-Orient, paix après destruction qui leur ouvre de nouveaux horizons d'investissements, sur le dos des Palestiniens dont des milliers sont encore torturés dans les geôles d'Israël.

Mais c'est sans compter sur d'autres forces vives, mobilisées depuis plus de deux ans par millions dans le monde contre la politique criminelle de l'État d'Israël et des impérialistes complices. Militants politiques de gauche radicale et d'extrême gauche, associatifs et humanitaires, travailleurs et syndicalistes, intellectuels, jeunes... Voilà plus de deux ans que de diverses façons et sur tous les continents, elles et ils tiennent tête, contrent les interdictions de manifestation ou réunion, bravent les tribunaux, résistent à l'abject procès qui leur est fait d'être prétendument antisémites. Dernier avatar en

date, aussi dérisoire que significatif : Henry Laurens, historien du collège de France, voit annulé par la digne institution universitaire française un colloque sur la Palestine, à « valeur scientifique » affirme-t-il pourtant, suite à des accusations de « foire antisioniste » lancées par la Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) et relayées par les médias Bolloré et toute une faune de racistes d'extrême droite.

La mobilisation internationale en soutien au peuple palestinien doit continuer. **Le 29 novembre, à l'appel de nombreuses organisations, une manifestation nationale est prévue à Paris. Elle doit être massive. Le NPA-Révolutionnaires et le NPA-Jeunes Révolutionnaires, membres du collectif qui y appelle, invitent toutes et tous à y participer ! Rendez-vous à 14 heures place de la République.**

MICHELLE VERDIER • 08/11/2025

Manifester spontanément pour la Palestine n'est pas un crime !

Mardi 4 novembre, notre camarade David Pijoan, cosecrétaire départemental du Snes-FSU, membre d'Éducation avec Gaza 33 et militant du NPA-Révolutionnaires, était auditionné par la police judiciaire pour le délit d'« organisation d'une manifestation sur la voie publique non déclarée ». Le 8 octobre à Bordeaux s'était tenu, comme ailleurs en France, un rassemblement spontané à 18 h 30 devant la mairie, suite à l'arraisonnement illégal de la Global Sumud Flotilla pour Gaza.

Plus de 200 personnes se sont rassemblées devant l'hôtel de police pour le soutenir, ainsi que les deux autres manifestants auditionnés, et demander l'abandon des poursuites. Parmi eux, des grévistes de son collège et de l'éducation bien sûr, mais aussi des syndicalistes luttant contre la répression à la Poste, ou dans l'énergie, des militant.es de l'AG féministe, de Thousand Madleens, ou encore d'organisations politiques comme LO, NPA-R, NPA-A, RP, LFI, PCF...

Des grévistes du site d'Issac d'Ariane étaient aussi présents. Ils répondaient à l'appel de militants CGT qui dénoncent le rôle joué par leur entreprise, au titre de la dissuasion nucléaire, dans le soutien militaire au génocide mené par l'État israélien.

Gaël Quirante, porte-parole national du NPA-Révolutionnaires, avait fait le déplacement, ainsi que la CGT Éduc 95, ou encore trois des « 4 de Melle », ces profs des Deux-Sèvres qui s'étaient battus contre la répression de l'éducation au moment de la grève contre la réforme du bac.



PHILHARMONIE DE PARIS : LE DOUBLE DISCOURS DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Que n'ont pas fait les quatre militants qui ont craqué un fumigène pour protester contre le génocide lors d'une représentation de l'Orchestre national d'Israël à Paris ? Un crime contre l'art et le savoir-vivre dans ces salles de concert habituellement épargnées par les bassesses du débat politique et réservées à un public cultivé et privilégié. Un fumigène... On se croirait dans un stade de foot !

Protester contre un génocide, pourquoi pas, mais sans les mots qui fâchent et en respectant les convenances : discours moralisateurs à l'ONU et slogans militants entre République et Nation.

Les amoureux de l'art pour l'art, depuis la ministre de la Culture jusqu'à la direction de la Philharmonie, savaient que ce concert serait en soit un acte politique, ce qui a été confirmé par le fait que l'orchestre a joué l'hymne de l'État colonial et génocidaire d'Israël, hymne repris debout à tue-tête par l'ambassadeur en personne. Ces gens-là avaient été plus regardants en interdisant au chef de l'Orchestre national russe de se produire sur le territoire européen depuis l'invasion à

grande échelle de l'Ukraine en 2022 – une agression impérialiste, ça se condamne... sauf quand elle est le fait d'un allié historique, qui sert de sous-traitant militaire des États-Unis et de la France au Moyen-Orient !

Les militants ont eu raison d'interrompre cette représentation qui mettait le travail (remarquable) des artistes et des techniciens au service du *soft power* israélien. Comme la CGT Spectacle, le NPA-R les soutient et dénonce leur passage à tabac par des nervis sionistes ainsi que leur interpellation. Salir ces actions légitimes de l'accusation infamante d'antisémitisme ne fera pas taire le soutien au peuple palestinien.

Abandon des poursuites contre les quatre de la Philharmonie, contre notre camarade David Pijoan du Snes-FSU 33 et contre Omar Alsoumi d'Urgence Palestine !

RAPHAËL PRESTON • 11/11/2025

La victoire de Mamdani ne suffira pas à apporter les changements nécessaires

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article de nos camarades américains de Speak Out Now publié sur leur site le 6 novembre 2025.

Zohran Mamdani a été élu maire de New York, distançant son principal rival, Andrew Cuomo, avec 50 % des voix contre 41 %. Tout comme lors des primaires démocrates plus tôt cet été, cette victoire a suscité des critiques indignées à droite, mais un sentiment de joie et d'espoir chez les électeurs de gauche.

L'élection de Mamdani, comme le soutien record qu'il a reçu, montrent que des millions de personnes aspirent au changement. [...] À l'opposé de la haine, du racisme et du sexisme érigés par Trump et ses partisans, les gens ont préféré apporter leur soutien à un message d'inclusion et de respect de l'autre. [...]

[...] Plus de vingt milliardaires new-yorkais ont dépensé pas moins de 40 millions de dollars pour tenter de vaincre Mamdani. [...] Mais cela n'a pas réussi à étouffer son message optimiste et à enrayer

la vaste machine électorale qu'il a pu bâtir avec des dizaines de milliers de bénévoles.

Mamdani a été le premier candidat à la mairie depuis 1969 à recueillir plus d'un million de voix. Grâce à la participation massive des communautés musulmanes, d'Afrique de l'Est et d'Asie du Sud – une première. Il a reçu un soutien total d'une jeunesse pressurée par des loyers et un coût de la vie à New York pratiquement impossibles à assumer. [...] Il a [mis] en avant les vrais problèmes qui affectent la vie des gens : le coût du logement, le prix de denrées de première nécessité, le coût des transports, des gardes d'enfants. La combinaison de son intérêt pour les préoccupations quotidiennes des travailleurs, de son optimisme indéfectible et de ses appels à l'inclusion et à la solidarité explique facilement l'ampleur de son soutien. L'espoir en quelque chose de meilleur était susceptible de mobiliser les

gens pour qu'ils soutiennent activement sa campagne, et cela a fonctionné. Cela montre que, si une alternative meilleure, optimiste, leur est proposée, beaucoup choisiront cette voie.

Mais, comme nous l'avons écrit début octobre, le programme de Mamdani fera face à de sérieux défis. Il est possible, voire probable, qu'il ne soit en mesure d'accomplir qu'une fraction de ce qu'il dit vouloir réaliser. [...]

Pour atteindre les objectifs que [Mamdani] met en avant, il faudrait une véritable mobilisation des travailleurs qui aille bien au-delà du soutien qu'il a rassemblé jusqu'à présent pour des élections, pour de modestes réformes. Ce qu'il faut, c'est un véritable mouvement social [...] qui ne s'arrête pas aux urnes, ne se contente pas d'un soutien à des politiciens intégrés dans ce système oppressif. [...]

Le mieux que Zohran Mamdani et ses semblables puissent faire est de gérer le système capitaliste de façon moins brutale, en minimisant peut-être la souffrance qui l'accompagne. La campagne de Zohran Mamdani a reflété les difficultés de millions de travailleurs new-yorkais, leurs craintes face à leurs conditions de vie, mais aussi leur frustration face aux politiciens, Démocrates comme Républicains, qui les ignorent. Pour avoir un réel espoir dans

l'avenir, nous devons nous organiser nous-mêmes, sans compter sur les politiciens des partis Démocrate et Républicain, quel que soit leurs discours ou l'apparente bienveillance dont ils font montre à notre égard.

La version complète de l'article sur notre site



Mali : bras de fer entre militaires et bandes armées islamistes, fruit du pillage des richesses du pays

Depuis début septembre, un bras de fer oppose la junte militaire, arrivée au pouvoir au Mali par deux coups d'État successifs en 2020 et 2021, aux groupes armés islamistes, rassemblés depuis 2017 sous la bannière du GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, JNIM en arabe). En représailles contre l'interdiction par le pouvoir malien de la vente d'essence en bidons, qui visait à priver les groupes islamistes de leur accès au carburant, ces derniers ont répliqué par le blocus des circuits d'approvisionnement de la capitale, en bloquant les axes d'acheminement depuis les pays voisins, dont le Mali dépend pour 90 % de son commerce. C'est toute la population qui en fait les frais, avec des infrastructures vitales privées d'électricité et une activité économique à l'arrêt.

La France a beau jeu de voir derrière ce coup de force des islamistes l'échec de l'alliance militaire nouée entre la junte au pouvoir et les paramilitaires russes de l'Africa Corps (ex-Wagner). Neuf ans d'intervention française de 2013 à 2022, dont Hollande était si fier et dont Macron a pris le relais, contre ces mêmes groupes en renfort du régime d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK) en place à l'époque, se sont conclus par un bilan désastreux ponctué d'exactions contre la population, qui a applaudi le départ des troupes françaises en 2022.

Le développement dans le pays des groupes armés se proclamant islamistes ne date donc pas d'aujourd'hui. S'ils ont prospéré et trouvé des jeunes sans emploi à enrôler, c'est bien du fait de la misère dans un pays soumis à un système hérité de la colonisation française, fait de l'accaparement par une minorité de rentes sur les ressources naturelles,

sur l'aide internationale au développement et sur les revenus de la corruption. Et ce ne sont pas les nouveaux maîtres à Bamako, la junte dirigée par le colonel Assimi Goïta, qui ont inversé la tendance. Les colonels, qui ont pris le pouvoir en surfant, après les grèves des années 2018-2019 (notamment dans les mines et les chemins de fer), et les grandes manifestations du printemps 2020 contre le régime d'IBK, sur la détestation bien méritée de la France, n'ont évidemment rien changé à la misère de la population, au règne de la même minorité de notables locaux, vite ralliés au nouveau régime et à ses nouveaux partenaires (Russie, Chine, Inde, Émirats arabes unis, Égypte). Pas plus qu'ils n'ont mis fin aux affrontements meurtriers avec les rebelles du Front de libération de l'Azawad (FLA) et

à la concurrence que se livrent au Sahel les franchises locales du djihadisme international, Al-Qaïda et l'État islamique. Et c'est pour se protéger d'une nouvelle vague de mobilisation sociale de la population elle-même que le régime a interdit en mai 2025 tous les partis et organisations « à caractère politique ».

C'est la misère persistante et le pillage des richesses par les grandes sociétés (contrôlant entre autres les ressources minières, notamment les mines d'or), pillage qui se poursuit sous le nouveau régime comme sous l'ancien, qui expliquent le développement de ces groupes armés. Ils se financent de subventions extérieures ou d'impôts prélevés sur le dos de la population, voire en faisant payer leur contrôle de certaines zones par ceux qui viennent chercher fortune au Mali, comme

cette rançon de 50 millions de dollars obtenue la semaine dernière pour la libération d'un ancien général émirati de la famille royale de Dubaï reconverti dans le commerce de l'or.

« C'est la misère persistante et le pillage des richesses par les grandes sociétés [...] qui expliquent le développement de ces groupes armés. »

nue la semaine dernière pour la libération d'un ancien général émirati de la famille royale de Dubaï reconverti dans le commerce de l'or.

Mais quels que soient les objectifs immédiats des islamistes du JNIM, prendre le pouvoir par les armes (il semble qu'ils en soient loin), ou affaiblir le pouvoir de Goïta pour négocier leur place dans le régime, c'est la population pauvre du pays qui en subit les exactions et la guerre que se livrent militaires au pouvoir et groupes armés.

La période 2018-2020 avait vu au contraire la population malienne réagir pour ses propres intérêts, ses conditions de vie, sans l'amélioration desquelles les groupes armés continueront à sillonner l'Afrique.

CHARLIE OVIEDO • 11/11/2025



FILE D'ATTENTE DEVANT UNE STATION ESSENCE À BAMAKO
SOURCE : FRANCE 24

AU SOUDAN, LA GUERRE CONTRE LE PEUPLE

Le 26 octobre, la population d'El Fasher (nord du Soudan) a été massacrée par la milice paramilitaire des Forces de soutien rapide (FSR). Cette boucherie a été commise suite au siège de la ville, dans le contexte de la guerre civile commencée en 2023 entre les FSR du général Mohamed Hamdan Dogolo, dit Hemedti, et l'armée soudanaise (FAS) du général Abdel Fattah al-Burhan.

LA RÉVOLUTION DE 2019 ET LA PRISE DU POUVOIR D'AL-BURHAN

Le 11 avril 2019, après cinq mois de révolte populaire réclamant la baisse du prix du pain et de meilleures conditions de vie, l'armée soudanaise destitua le dictateur Omar el-Bechir, mettant en place un organe de direction du pays, le Conseil militaire de transition, dirigé par al-Bhuran. Mais le soulèvement réclamait également la fin de toute dictature militaire. Les manifestations ont continué, à l'appel de la coalition de l'opposition (FDLC) et du principal syndicat, l'Association des professionnels soudanais (APS). C'est par la forme, entre autres, d'un sit-in permanent devant le QG de l'armée que les manifestants ont continué à faire pression sur l'État. Les 28 et 29 mai, en pleine grève générale, l'armée a finalement réprimé le mouvement. Le 3 juin, les manifestants étaient dispersés à coups de feu et de gaz lacrymogènes. Cet événement, connu comme le « Massacre de Khartoum », a fait 150 morts, des centaines de blessés et plusieurs viols ont été commis : l'œuvre des FSR, une branche de l'armée soudanaise dirigée par le vice-président du Conseil militaire de transition, Hemedti.

TOUT POUR LES PROFITS, DES BALLES POUR LE PEUPLE

En 2021, les deux généraux avaient écarté les civils du gouvernement, notamment le Premier ministre Abdallah Hamdok. Puis deux ans de tensions entre l'armée régulière et les FSR ont mené, en avril 2023, à la rupture définitive entre le président et son vice-président. Chacun a ses intérêts propres à défendre : pour l'armée, à l'est du pays, le contrôle du commerce de la mer Rouge, des mines d'or et du blé ; pour les FSR, à l'ouest, les mines d'or du Darfour et le contrôle migratoire vers la Libye. Jusqu'à ce jour, chaque armée cherche à gagner du terrain pour prendre le contrôle de tout le pays, avec la participation, directe ou non, de plusieurs États étrangers. L'or du Darfour intéresse particulièrement les Émirats arabes unis, qui ont tissé un large réseau d'alliance entre la Chine, le Tchad, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et la Libye de Khalifa Haftar. De l'autre côté, la Russie, l'Iran, le Qatar, la Turquie, l'Égypte se rangent derrière l'armée soudanaise pour son accès à la mer Rouge. L'Union européenne, elle, a financé les FSR, notamment dans le cadre de son programme anti-migration du « processus de Khartoum ». Quant à l'embargo sur les armes, il est contourné par plusieurs entreprises dont KNDS France et Lacroix Défense, qui vendent entre autre le système informatique multitâche pour les véhicules blindés Galix aux Émirats arabes unis qui eux-mêmes fournissent en armes les FSR... Des détournements dont l'État français n'ignore rien.

Les appétits de clans militaires rivaux font le jeu des grandes puissances et leur pillage des richesses du continent, contre les peuples qui en paient le prix fort.

ARVO VYLTT • 11/11/2025

Brésil : l'extrême droite se prépare

Les relations entre les États-Unis et le reste de l'Amérique ont toujours alterné entre une domination directe violente et une tutelle indirecte de régimes « démocratiques » (pour les riches) très inégalitaires. On résume souvent le destin de l'Amérique Latine à l'adage : « Si loin de Dieu, si près du Diable ». L'opération meurtrière du 28 octobre dans les favelas (les bidonvilles brésiliens), menée par le gouverneur d'extrême droite de l'État de Rio de Janeiro, et qui a fait plus d'une centaine de tués, n'est pas un accident.

UN CONTEXTE PRÉOCCUPANT

En effet, cette opération s'inscrit dans une nouvelle emprise de l'impérialisme américain pour contenir la poussée commerciale chinoise et préserver l'accès à des matières premières indispensables. Cette emprise comprend quatre aspects : le contrôle violent de la force de travail latino aux États-Unis (850 000 expulsions depuis janvier), l'instauration de régimes d'extrême droite par la voie électorale (Salvador, Équateur, Argentine, et peut être bientôt le Chili), l'opération de pression militaire sur le régime vénézuélien. Enfin, cette attaque est une démonstration de force et un message pour la gauche institutionnelle au Brésil, menée par Lula, mais aussi à l'échelle du continent : l'extrême droite se prépare à l'emploi de la force sans retenue.

UN MESSAGE POLITIQUE AUTORITAIRE DE L'EXTRÊME DROITE

Les différentes polices de l'État fédéral du Brésil sont violentes (6 300 tués en 2023, bien plus que les gangs) et racistes (87 % des victimes sont afrodescendantes). Il n'y a hélas rien de nouveau dans un pays parmi les plus inégalitaires du

« Cette opération militaire, prétendument contre les cartels de drogues [...] est en fait une vieille guerre contre les pauvres. »

monde qui utilise – selon une étude officielle – 135 nuances pour désigner les couleurs de peau. Mais cette opération militaire, prétendument contre les cartels de drogues comme le Comando Vermelho ou le PCC, est en fait une vieille guerre contre les pauvres. Marielle Franco (députée de gauche du Psol) a payé de sa vie sa dénonciation. Il est vrai que selon le *New York Times*, sur le millier de favelas dénombrées à Rio, 45 % seraient tenues par des gangs, et s'y entassent 23 % de la population de la ville, selon l'Instituto Municipal de Urbanismo Pereira Passos. Mais l'opération visait un autres but, celui d'instaurer la terreur. On dénombre officiellement 132 tués, dont de nombreuses exécutions d'une balle dans la nuque, des décapitations les mains attachées et donc désarmées. Aucun chef de gang n'a été pris. Plus de 2 500 policiers ont été utilisés pendant l'opération, des drones et 32 chars d'assaut. Marcelo Menezes, le secrétaire de la Police Militaire, a révélé que le dispositif était en préparation depuis des mois.

Une alerte qui exige l'intervention directe des travailleurs et de la population des quartiers contre les bandes armées illégales, mais aussi légales.

• 11/11/2025

ACAB : All COPs are bullshit (Toutes les COP sont du pipeau)

La trentième Conference Of the Parties (COP) se réunit à Belém au Brésil. Ce sommet international a comme objectif annoncé la réduction des émissions de gaz à effets de serre (GES) et d'enrayer la déforestation.

COMIQUE DE RÉPÉTITION PAS TRÈS AMUSANT

Sur quoi ont abouti les 29 COP précédentes, depuis 1992 ? Les engagements « majeurs » pris par les États ont été le protocole de Kyoto en 1997 et les accords de Paris en 2015. Mais les résultats ne sont pas au rendez-vous : chaque année la COP se réunit, et chaque année les records d'émission de GES sont battus. Le monde se dirige toujours vers un réchauffement de 2,4°C ou plus, au lieu des 1,5°C à la fin du siècle promis lors des accords de Paris, seuil sur le point d'être franchi.

LES ACCORDS DE PARIS, TRUMP, ET LES AUTRES

À l'époque de la COP21, il y a dix ans à Paris, François Hollande et sa ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, se félicitaient d'un accord historique censé limiter le réchauffement climatique à +2°C, avant de revenir à +1,5°C en 2100. En s'appuyant sur l'état d'urgence, le gouvernement réprimait alors violemment les manifestations dénonçant l'inaction climatique et la poudre aux yeux que sont les COP, et allait jusqu'à perquisitionner et assigner à résidence des dizaines de militants écologistes.

Ces dernières semaines, on parle beaucoup de l'absence des États-Unis à cette COP – ils se sont retirés des accords de Paris sous Trump. Mais si la lutte contre les idées climato-sceptiques reste à l'ordre du jour, cela ne doit pas masquer la responsabilité des autres États et des grandes entreprises qui n'ont pas respecté leurs engagements.

Macron a prétexté la montée des tensions commerciales et militaires à l'échelle mondiale pour passer des budgets d'« austérité », qui augmentent les crédits militaires et les aides aux entreprises tout en coupant dans la santé, l'éducation et l'écologie. L'urgence, c'est donc de défendre les inté-

rêts des capitalistes français contre leurs concurrents, et en aucun cas lutter pour l'environnement !

Les grandes entreprises polluantes, bien représentées à la COP, sont attentistes : pourquoi pas une transition écologique, si elle se fait sous perfusion d'argent public, avec la liberté de licencier et avec des normes protectrices (pour ne pas perdre les nouveaux marchés). En attendant que les États socialisent les coûts de la transition, les profits verts ou bruns n'ont ni odeur ni couleur !

POUR LES VICTIMES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, PAS DE RENONCEMENTS !

Les travailleurs, les jeunes, les peuples affectés par le dérèglement climatique et la montée du niveau de la mer, l'immense majorité de la population n'a aucun intérêt dans la course aux profits capitalistes qui détruit la planète. Le changement climatique ne fait que dévoiler la dictature féroce des intérêts du capital à l'échelle mondiale.

Si nous allons droit dans le mur, c'est parce que ce monde est dirigé par une poignée de milliardaires et un personnel politique à leurs ordres. Arrachons-leur le contrôle de cette société !

B. AVELIN • 11/11/2025

ÉTAT
ESPAGNOL :

50 ans APRÈS LA MORT DU DICTATEUR FRANCO

OU LA « TRANSITION DÉMOCRATIQUE »
VERS LE MAINTIEN DU POUVOIR DES CAPITALISTES



Dossier réalisé à partir de la présentation de Rubén Osuna (Izar Madrid) lors d'une présentation aux rencontres d'été révolutionnaires du NPA-R 2025.



« Il faut tout changer pour que rien ne change ! »

Le 20 novembre 1975, le dictateur espagnol Francisco Franco mourait et Juan Carlos était couronné roi d'Espagne. Après quarante ans de dictature, le pays devait évoluer sans à-coups vers un régime où le Parlement, les partis, les syndicats joueraient, comme dans les autres pays européens, un rôle d'amortisseurs entre, d'une part, les classes dominantes et l'appareil d'État à leur service et, d'autre part, les classes populaires.

La crise politique portugaise de 1974 avait servi de leçon aux dirigeants espagnols : il n'est pas toujours facile de tourner en douceur la page après une dictature détestée. Tous ceux qui trinquaient à la mort de Franco et voyaient un espoir de changement pouvaient, à tout faux pas, faire capoter les calculs de ceux qui préparaient la transition.

La période dite de la Transition, de la dictature franquiste vers un système démocratique bourgeois, avait toujours l'objectif de maintenir les privilèges sociaux, économiques et politiques de la classe capitaliste qui avait exercé sa domination sociale sous la dictature. Il s'agissait de légitimer aux yeux de la classe ouvrière les avantages et les privilèges de ceux que le régime franquiste avait favorisés : les patrons, l'Église, les propriétaires terriens, les hauts gradés de l'armée... C'est pour cela que la bourgeoisie a toujours idéalisé la Transition comme exemplaire et pacifique. Elle n'était ni l'une ni l'autre.

Lutter contre cette idéalisation et revenir sur des questions comme le rôle de la monarchie, la réponse du mouvement ouvrier, l'absence de purge dans les principales institutions de l'État, le rôle joué par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) mais aussi par le Parti communiste espagnol (PCE) dans la stabilisation du régime capitaliste, ce n'est pas seulement rétablir la vérité sur la Transition : c'est aussi se donner un objectif pratique, celui de comprendre précisément les piliers politiques, sociaux et économiques de la Constitution de 78, d'où proviennent toutes les contradictions qui marquent aujourd'hui le quotidien du système capitaliste dans l'État espagnol. C'est une nécessité pour être mieux armés pour construire une organisation révolutionnaire capable de jouer un rôle pour le renverser.

Comme le disait Trotsky : « (...) Il faut qu'un tel parti existe bien avant la révolution, dans la mesure où le processus de formation des cadres exige des délais considérables et où la révolution n'en laisse pas le temps¹ ».

RUBÉN OSUNA ET GAËL QUIRANTE •
11/11/2025

1 Léon Trotsky, *La Révolution espagnole*. 1930-1940, Éditions de Minuit, 1975.



LE RÔLE DE LA MONARCHIE

L'horizon politique trouvé par la bourgeoisie pour assurer la Transition dans la continuité a été la monarchie. La loi de succession à la tête de l'État de 1947 remplissait cette fonction : un roi succéderait au Caudillo. Pour cela, Franco a rencontré l'héritier d'Alphonse XIII pour que deux de ses fils, Juan Carlos (le futur roi) et Alphonse, soient éduqués avec lui. Cette monarchie tiendrait sa légitimité de Franco et de la victoire de la contre-révolution dans la guerre civile. Ainsi, en 1969, Juan Carlos fut désigné héritier et prince d'Espagne après avoir prêté le serment suivant : « Mon général, messieurs les ministres, messieurs les procureurs : pleinement conscient de la responsabilité que j'assume, je viens de prêter serment, en tant que successeur, au titre de roi, de loyauté à Son Excellence le chef de l'État et de fidélité aux principes du Mouvement national et aux lois fondamentales du Royaume. Je tiens à dire, avant tout, que je reçois de Son Excellence le chef de l'État et généralissime Franco la légitimité politique issue de juillet 1936 ». La monarchie actuelle de la démocratie espagnole

Les années 1960 et le mouvement ouvrier

La dictature franquiste était fasciste et donc capitaliste. Elle s'est dédiée à éliminer les organisations ouvrières pour assurer l'exploitation sans limites des travailleurs et travailleuses par la bourgeoisie. Il a fallu attendre les années 1960 pour voir un renouveau de la classe ouvrière, avec une nouvelle génération pour qui les horreurs de la guerre étaient plus lointaines.

S'ajoutaient les changements économiques imposés par le régime, qui avait abandonné l'autarcie pour miser sur un modèle de mécanisation des champs, envoyant beaucoup de main-d'œuvre dans les villes, favorisant la concentration de travailleurs dans les usines et entreprises de nouveaux secteurs comme l'automobile, l'électroménager ou l'industrie chimique. Cette nouvelle génération de la classe ouvrière a été à l'avant-garde d'une vague de contestation, dont les expériences importantes comme la *Huelga de Bandas*¹ ont aidé à renforcer la reprise de la conscience de classe. L'identification des patrons à la dictature faisait de toute revendication, aussi minime soit-elle, l'expression d'une opposition potentielle à la dictature, les luttes ouvrières prenant un caractère politique et anti-régime. De fait, les grèves de solidarité pour soutenir d'autres lieux de travail en lutte ont donné lieu à de nombreuses expériences d'auto-organisation, comme les comités ouvriers. Cette orientation basée sur l'auto-organisation, la solidarité et la mobilisation constante ont permis d'importantes victoires, comme des augmentations salariales allant jusqu'à 34 % par an dans une usine de Tafalla (Navarre).

LA GRÈVE DE VITORIA-GASTEIZ

Ce changement n'a pas été accepté tout de suite par tous les secteurs de la bourgeoisie, qui voulaient prolonger la dictature avec quelques réformes minimales. Mais la mort de Franco a aussi déclenché une vague de mobilisations et de grèves. Les événements de Vitoria-Gasteiz (Pays basque), qui ont complètement dépassé le gouvernement, montrent que l'option de la dictature n'était plus viable.

La grève a commencé par plusieurs conflits dans des entreprises, réprimés par des arrestations et des licenciements. La lutte s'est radicalisée et, en janvier 1976, 6 000 travailleurs étaient en grève pour améliorer leurs conditions de tra-

est une création et l'héritière politique de la dictature.

L'étape suivante était de moderniser le régime, de l'adapter aux démocraties libérales, même s'il a fallu attendre la mort du dictateur, qui est survenue le 20 novembre 1975, non sans avoir auparavant exécuté au garrot¹ le militant libertaire Salvador Puig Antich en 1974 et, un mois avant sa mort, deux militants de l'ETA² et trois du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (Frap)³.

Cependant, ce processus n'a été ni linéaire ni homogène. Parmi les élites du franquisme, certains minoritaires considéraient nécessaire de maintenir le franquisme, même sans Franco. Restait néanmoins un danger principal pour cette transition : la combativité de la classe ouvrière.

R. O. • 11/11/2025

1 Le garrot vil, ou lacet étrangleur : système de strangulation traditionnellement employé en Espagne pour les exécutions à mort, à l'aide d'un collier serré par une vis qui étranglait et broyait les vertèbres cervicales du condamné.

2 Pays basque et liberté (Euskadi ta Askatasuna) : principale organisation indépendantiste basque.

3 Organisation marxiste-léniniste espagnole.

a reprise du

La dictature était dans une situation délicate : d'un côté, l'opposition anti-franquiste grandissait ; de l'autre, les capitalistes voyaient avec effroi que la répression ne marchait plus et que, pire, la dictature n'arrivait pas à gérer la crise économique. Le spectre de la révolution, alors que l'auto-organisation, la solidarité et l'expression unifiée du mouvement ouvrier étaient à leur apogée, a convaincu la bourgeoisie du nécessaire changement.

R. O. • 11/11/2025

1 Huelga de Bandas ou « grève des bandes » : grève des ouvriers de la Cold Belt Rolling Company du 30 novembre 1966 au 15 mai 1967, à Etxebarri (nord-ouest de la Communauté autonome du Pays basque), la plus longue grève sous Franco. Pour en savoir plus, voir le cahier n° 22 de *La actualidad de la Revolución* de IZAR (sur izarrevolucion.com).



vail et contre un décret plafonnant les salaires. Ils ont appelé à une autre grève générale, permettant de libérer les personnes arrêtées, et à une troisième en mars pour réintégrer les travailleurs licenciés. La lutte s'est étendue à presque toutes les usines de la ville. La police a répondu en lançant des gaz lacrymogènes et en tirant sur une assemblée de travailleurs dans l'église Saint-François-d'Assise, tuant cinq travailleurs âgés de 17 à 32 ans et en blessant plus de 150 par balle.

Les travailleurs et travailleuses n'ont pas tardé à réagir, en organisant des grèves de solidarité à Vizcaya (150 000 grévistes), Guipúzcoa (plus de 150 000) ou à Pampelune, avec des affrontements avec la police pendant quatre jours.

R. O. • 11/11/2025

La gauche institutionnelle, béquille du capitalisme

Suite aux événements de Vitoria-Gasteiz, le président du gouvernement Arias Navarro, connu comme le « boucher de Malaga » pendant la guerre et la révolution espagnole, dut démissionner. Avec son successeur Adolfo Suárez, la bourgeoisie franquiste changea définitivement de stratégie en créant un système parlementaire et constitutionnel pour donner une façade démocratique à la dictature du capital, tout en empêchant la classe ouvrière de prendre l'initiative d'une sortie en rupture avec le système capitaliste. Pour reprendre le contrôle de la situation et retrouver sa légitimité, le patronat, trop assimilé à la dictature, dut se réorganiser en collaboration avec deux acteurs : le PCE et le PSOE.

Ernest Mandel a analysé l'« eurocommunisme » dans le feu de l'action : « *Le vrai visage du réformisme apparaît clairement chaque fois que la survie de l'économie capitaliste et de l'État bourgeois est menacée. Les réformistes constituent alors la dernière ligne de défense de la bourgeoisie. Ce rôle, qui était hier joué par la social-démocratie, sera demain joué conjointement par la social-démocratie et les PC [...]. [C'est] en réalité l'acceptation et la défense de la nécessité d'augmenter le taux de profit capitaliste pour sortir de la crise dans le cadre du régime capitaliste. Les travailleurs espagnols sont prévenus : s'ils ne s'y opposent pas fermement, la même politique sera appliquée en Espagne* ¹. »

Par l'intermédiaire des syndicats Commissions ouvrières (CCOO) et UGT, le PCE et le PSOE ont muselé le mouvement ouvrier afin d'imposer l'illusion d'une paix sociale. La priorité a été donnée à la reprise des profits, à la libéralisation de l'économie et, surtout, à la limitation des salaires sous prétexte de réduire l'inflation. Tout cela a été justifié par l'affirmation que le rapport de force aurait été défavorable à la réalisation du changement social et qu'il fallait faire preuve de prudence pour éviter une nouvelle guerre civile ou un retour à la dictature. En pratique, ils légitimaient le nouveau régime monarchique et capitaliste. L'étape suivante a été celle de la signature du Pacte de la Moncloa (en 1977), puis l'introduction du Statut des travailleurs (1981), qui a institutionnalisé un modèle subordonnant la participation des travailleurs à la délégation syndicale, brisant la dynamique d'assemblées auto-organisées et unitaires qui constituaient un obstacle à la collaboration de classe. De même, les grèves de solidarité ou à

caractère politique ont été expressément interdites.

Le patronat s'est imposé en individualisant les luttes « entreprise par entreprise », entraînant l'échec de la plupart des mobilisations. La politique de la gauche institutionnelle a été désastreuse pour les travailleurs et les travailleuses, et sans contre-pression suffisante unifiée à l'échelle de l'État, la situation n'a fait qu'empirer. Les grèves sont devenues défensives, contrairement à celles du cycle précédent. Après la victoire électorale du PSOE en 1982, les politiques néolibérales et la reconversion industrielle ont conduit à la fermeture de certaines des usines les plus combattives.

R. O. • 11/11/2025

1 Ernest Mandel, « El eurocomunismo y el movimiento obrero », *El País*, 4 août 1977 (disponible en espagnol sur elpais.com)

Le « pacte d'oubli », un déni de justice pour les victimes du franquisme

La loi d'amnistie, aussi appelée « pacte d'oubli », adoptée par le Parlement espagnol en 1977, a été l'un des actes fondateurs de la nouvelle démocratie espagnole après la mort de Franco. Sous prétexte de libération des prisonniers politiques et de retour des exilés, elle a surtout garanti l'impunité aux tortionnaires franquistes, pour des crimes commis pendant la guerre civile et sous la dictature. Elle a mis sur un même plan républicains et franquistes, entravé toute action en justice des victimes ou de leurs descendants. Elle explique que l'histoire de la dictature franquiste ne soit quasiment pas enseignée à l'école ou au lycée.

Depuis les années 1990, des associations de victimes et de leurs descendants revendiquent leur droit à la justice. Un combat décrit par l'émouvant documentaire d'Almudena Carracedo et Robert Bahar, *Le Silence des autres* (2019). On y voit une veille femme qui ne veut pas mourir avant d'avoir donné une sépulture à sa mère, paysanne fusillée durant la guerre civile et enterrée dans une fosse commune ; un ancien dirigeant étudiant, torturé au début des années 1970, forcé de vivre à quelques rues de son tortionnaire ; des mères de « bébés volés », une pratique conjointement organisée par les cadres franquistes et l'Église catholique, et toujours en vigueur au début des années 1980...

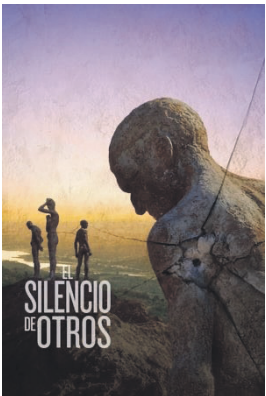
En 2010, tous ont dû porter plainte en Argentine, au nom de la « compétence universelle » concernant les crimes contre l'humani-

té, car aucun tribunal espagnol n'avait jugé leurs plaintes recevables. La plainte regroupe plus de 200 plaignants, pour des faits allant de 1936 à 1977, dont le massacre de Vitoria en 1976. Elle n'a à ce jour pas abouti, l'Espagne refusant l'extradition des mis en cause. Si la droite, avec le Parti populaire, assume clairement sa nostalgie du franquisme, la gauche, avec le PSOE, se limite à des mesures symboliques. Les symboles ont certes une importance, comme l'exhumation en 2019 du corps de Franco de son monument d'El Valle de los Caidos¹. Les lois de « mémoire historique » et de « mémoire démocratique » de 2007 et 2022 ont reconnu l'existence des crimes franquistes et la responsabilité de l'État dans la recherche, l'exhumation et l'identification des disparus. Mais bien peu de moyens sont alloués à l'ouverture des fosses communes. À ce jour, toute action judiciaire visant à condamner des responsables reste impossible en Espagne.

En 2023, une victime de la dictature, Julio Pacheco, torturé en 1975 parce qu'il était membre d'une organisation étudiante antifranquiste, a été entendue pour la première fois par un juge en Espagne. Sans suites pour le moment.

LYDIE GRIMAL • 11/11/2025

1 Littéralement « la vallée de ceux qui sont tombés – pour Dieu et pour l'Espagne », un immense mausolée surmonté d'une croix de 150 mètres de haut !



SANOFI MAISONS-ALFORT

Quatre mois de lutte contre la vente : « c'est pas une question de fric, mais de dignité »



Depuis l'annonce de la vente du site de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) au groupe allemand Adragos, le 4 juillet, les travailleurs ne lâchent rien. La semaine dernière a été rythmée par deux nouveaux rassemblements : mardi 4 novembre, en plein Paris, devant le siège social du groupe et jeudi 6 novembre devant le siège social France à Gentilly, où se tenaient de nouvelles négociations.

« SANOFI VEND NOS VIES PAS SES PROFITS »

Ils sont plusieurs dizaines à être de tous les rassemblements, le noyau dur, soutenus par tous ceux qui débrayent aux moments stratégiques pour ralentir la production. Une méthode qui a fait perdre 45 millions d'euros à Sanofi depuis juillet.

À chaque rassemblement, les pancartes dénoncent l'argent accumulé par le groupe, ainsi que son PDG Paul Hudson et ses 2,4 millions d'euros de salaire annuel. Le groupe a fait cette année 41 milliards de chiffre d'affaires pour 7,1 milliards de bénéfice net, soit 500 millions de plus que l'an passé.

Si le Lovenox – un anticoagulant très répandu, médicament phare de Maisons-Alfort – est rentable, il ne l'est pas assez au regard d'autres médicaments comme le Dupixent, utilisé dans le traitement des maladies inflammatoires, responsable à lui seul de 20 % du chiffre d'affaires de Sanofi : 1 200 euros la boîte de deux doses, remboursée par la Sécurité sociale : les médicaments sont choisis selon ce qu'ils rapportent et non ce qu'ils soignent. Les brevets sont un marché juteux.

Loin du monde des actionnaires, à chaque rassemblement, les faux cercueils symbolisent les vies des salariés que le groupe aimerait sacrifier pour ses profits. Mais ils ne se laissent pas faire !

CONTRE LE MOUVEMENT, LA RÉPRESSION

Quatre mois de rassemblements et de débrayages ne sont pas au goût de la direction qui fait tomber les sanctions sur les représentants du personnel. En octobre, trois avertissements et deux mises à pied ont été prononcés contre des représentants syndicaux.

Briser le mouvement dès maintenant, pour mieux faire accepter les conséquences de la vente plus tard, telle est la politique de la direction. Car une vente à un CDMO (sous-traitance pharmaceutique) s'accompagne toujours de casse des conditions de travail, comme le rappellent les salariés de Cenexi (ex-Roche, CDMO à Fontenay-sous-bois). Souvent présents aux rassemblements et actions de Sanofi, actuellement menacés de PSE, ils peuvent témoigner de la dégradation de leurs conditions de travail ces dernières années.

SOUS-TRAITER LE LOVENOX... ET LE PLAN SOCIAL !

Se débarrasser de l'étiquette Sanofi permet à Adragos de se séparer de toutes les conquêtes sociales acquises de force par les travailleurs du site. Ce ne sont pas les trois ans d'emploi garanti par le PDG qui vont permettre de se projeter dans l'avenir. Pas plus que les 30 000 euros d'indemnités de vente.

Pour les 450 salariés, les seules garanties seront celles qu'ils réussiront à arracher par la force. Une tâche qui nécessitera d'aller se tourner vers d'autres, dans tous les sites Sanofi (dont 11 ont fermé depuis l'épidémie de Covid et 27 depuis 2009) qui subissent la même politique du groupe. Aujourd'hui, quatre nouveaux sites sont menacés de vente, il s'agira de les faire entrer dans la bataille de Maisons-Alfort.

Face aux licenciements, les liens entre tous les sites, les groupes et les secteurs menacés vont être cruciaux pour imposer un rapport de force favorable aux travailleurs.

AUX CÔTÉS DE FABIEN VILLEDIEU : ILS NE NOUS FERONT PAS TAIRE !

Sept cents personnes, dès 9 heures du matin le 4 novembre, sur un terre-plein attenant à la gare de Lyon à Paris, pour protester contre la convocation au commissariat de Fabien Villedieu, secrétaire fédéral de SUD Rail (la préfecture ayant interdit au dernier moment le rassemblement prévu devant le commissariat, protégé par des policiers et véhicules à gogo !). Fabien Villedieu devait rendre compte d'une action syndicale collective, durant la journée nationale du 18 septembre dernier, au ministère de l'Économie. Une action symbolique vers l'édifice où s'opèrent des choix pro-patronaux violents contre les classes populaires. Grévistes, oui, mais pas voyous ! C'est ce qu'ont exprimé les présentes et présents, débordant le milieu de SUD Rail. Un rassemblement chaleureux, auquel le NPA-R (par la présence de militants cheminots d'autres gares, d'autres secteurs dont La Poste, la RATP-Bus – notre porte-parole Selma Labib et des collègues) a apporté sa solidarité de classe.

Renault Sandouville : 300 intérimaires à nouveau virés

Jeudi 6 novembre, la direction de l'usine Renault de Sandouville, près du Havre – qui produit le véhicule utilitaire Trafic – a annoncé lors d'un CSE extraordinaire qu'elle ne renouvellerait pas les contrats de 300 intérimaires à la fin de l'année. Prétexte invoqué : une baisse de la demande commerciale. C'était pourtant pour répondre à une reprise des commandes que la plupart de ces travailleurs avaient été rappelés dès le mois de septembre, après avoir été jetés une première fois comme des malpropres au printemps dernier pour le même motif.

Mais en réalité, cette précarité extrême imposée à des centaines d'intérimaires de l'usine de Sandouville, c'est le prix que le constructeur a choisi de faire payer aux travailleurs dans son bras de fer avec l'Union européenne pour l'acculer à renoncer aux normes environnementales fixées en 2023 : réduction des émissions de CO₂ de 50 % d'ici à 2030 et de 100 % en 2035, avec la fin de la vente de véhicules neufs à moteur thermique.

Le 4 novembre, à l'occasion de la journée de la filière automobile, le nouveau DG de Renault a ainsi déclaré qu'il était « à court terme urgent d'avoir de la flexibilité sur cinq ans sur les véhicules utilitaires ». En clair, d'aller jusqu'à réduire volontairement la production sur les cinq prochaines années si le mix énergétique n'est pas suffisamment favorable aux véhicules électriques qui seront prochainement fabriqués à Sandouville, et cela afin d'éviter les pénalités.

Alors que les plans de licenciements se multiplient dans le secteur automobile, il y a donc urgence à intégrer la défense des travailleurs précaires comme une composante à part entière des bagarres à mener contre les licenciements.

CORRESPONDANT • 11/11/2025

CORRESPONDANTS • 11/11/2025

LA POLITIQUE DES DIRECTIONS SYNDICALES... ET LA NÔTRE

Après un bon mois en apnée, trois des directions syndicales nationales (FSU, CGT, Solidaires) ont exhalé de nouveau un faible souffle pour appeler à une journée de grève interprofessionnelle le 2 décembre « contre l'austérité et pour nos salaires ». Un appel encore très confidentiel à cette heure, lancé bien à froid, après avoir sciemment laissé retomber la chaude ambiance autour des 10 et 18 septembre. Cette fois, la CFDT n'a même pas voulu en être, ni FO, l'Unsa et la CFTC. Alors serait-ce la fin cette si belle « unité syndicale »... qui aura surtout servi depuis 2023 à entretenir une version XXL de la stratégie de la défaite ?

En tout cas, cette unité n'est pas rompue pour participer, bras dessus, bras dessous (ceux qui appellent à la grève le 2 décembre comme ceux qui n'appellent à rien), à la « conférence sociale sur l'avenir du travail et des retraites » proposée par Le-cornu et ouverte le 4 novembre par le ministre du Travail, Farandou. Celui-ci a expliqué vouloir « pacifier le débat et construire des options de manière cohérente et qui sait, peut-être faire apparaître les contours d'un accord ». Pour encadrer cette petite sauterie : Jean-Denis Combrexelles, qui fut notamment directeur de cabinet d'Élisabeth Borne à Matignon, Pierre Ferracci, président du groupe Alpha, spécialisé dans le conseil aux CSE... et Anne-Marie Couderc, ancienne ministre sous Jacques Chirac. Tout un programme.

Alors, le 2 décembre, quand on se mettra en grève « contre l'austérité et pour nos salaires », il faudra aussi exprimer notre ras-le-bol de ces directions syndicales et de leur politique qui n'a décidément plus rien à voir avec la défense de nos intérêts de classe.

MARIE DAROUEN • 11/11/2025

RHÔNE : VAGUE DE LICENCIEMENTS

Après des attaques sur les emplois de sites emblématiques comme Renault Trucks et J-Tekt (presque 200 postes) au premier semestre 2025, la présente vague de licenciements frappe très dur à Lyon et dans ses environs proches. Bonduelle, LDLC (informatique) ou Domo Chemicals ont tous supprimé des emplois ces derniers mois, auxquels il faut ajouter des annonces plus récentes. L'usine historique de Bledina à Villefranche-sur-Saône fermera dans les prochains jours, laissant sur le carreau plus de 110 travailleurs, malgré la forte croissance affichée par le groupe Danone, propriétaire... Le géant de la pharmacie Boehringer Ingelheim menace aussi de détruire 146 emplois à Gerland. Sur l'ancien site de la branche santé animale de Sanofi, déjà victime d'un PSE en 2022, le groupe allemand gère dans la plus grande opacité (comme son devancier français) ces réductions drastiques de postes. La proximité géographique, voire industrielle, de toutes ces entreprises rendrait nécessaire une connexion à même de lutter efficacement contre ces licenciements massifs.

CORRESPONDANT • 11/11/2025

Il n'y a pas de frichti profits



L'entreprise de livraison de repas Frichti est en procès au tribunal correctionnel de Paris du 13 au 21 novembre pour travail dissimulé et emploi illégal d'étrangers en situation irrégulière. Déjà attaquée au conseil de prud'hommes de Paris par 233 anciens livreurs pour travail dissimulé, cinq travailleurs ont vu leur ancien emploi requalifié en CDI à temps plein le 6 novembre. Ces plateformes sont de vrais laboratoires patronaux : plusieurs centaines de livreurs d'autres entreprises équivalentes ont aussi porté plainte.

LA PETITE START-UP FRANÇAISE A TOUT D'UNE GRANDE

Liquidée en 2023, cette entreprise déguisait le salariat en micro-entrepreneuriat, sans contrat, privant les travailleurs de toute protection sociale, alors qu'un lien de subordination juridique existait entre la plateforme et le soi-disant travailleur « indépendant », puisque les livreurs ne pouvaient décider de rien (choix du client, du tarif, du parcours, de la tenue, du label de la marque, etc.). Il existait également un système de sanction pour les livreurs jugés peu fiables. Au final, toutes les chaînes du salariat, sans aucune protection.

LES ENJEUX DU PROCÈS

Ce procès, avec la décision du conseil des prud'hommes de requalifier les contrats de cinq anciens livreurs, redonne un peu d'espoir à ces travailleurs. Dans un passé récent, il y a eu en Europe des décisions de justice en leur faveur, reconnaissant par exemple en Italie et en Espagne le lien de subordination juridique qui existe entre la plateforme et le livreur, requalifiant ainsi des milliers de travailleurs indépendants en salariés. Mais pour la justice en France, c'est encore du cas par cas. Uber Eats et Deliveroo continuent en toute impunité de faire travailler des milliers de livreurs dits « indépendants » sans que la justice n'y trouve pour l'instant grand-chose à redire.

Les livreurs ne peuvent s'appuyer que sur leurs luttes pour obtenir des droits et une protection durables. Et c'est aussi par la lutte de tous les travailleurs et travailleuses que nous pouvons espérer un jour la régularisation de tous ces travailleurs rendus illégaux parce qu'on leur refuse les bons papiers. Il est temps que les capitalistes ne puissent plus profiter de ce système inhumain qui mêle algorithmes, répression et racisme.

CORRESPONDANT • 11/11/2025

La Poste : comités de mobilisation à Paris et en Île-de-France

Les facteurs et factrices de Paris 17 ont subi pendant 18 mois des conditions de travail dramatiques : travaux bruyants dans leur immeuble, nuages de poussière, exposition à la pluie, et même début d'incendie à cause d'un dysfonctionnement du chauffage... quand il a été découvert qu'elles et ils avaient été exposés à des fibres d'amiante. La direction avait fini par les délocaliser l'été dernier en les dispersant dans six, puis cinq sites. Elle a même profité de la séparation des collègues pour supprimer des emplois sans crier gare, et a à nouveau plongé les collègues dans des conditions de travail inacceptables. Le syndicat Sud a appelé à la grève le 15 octobre et à se rassembler devant le siège de la direction (lire notre précédent numéro). Une assemblée générale s'était tenue devant la direction régionale à Paris.

La perspective y avait été adoptée de se retrouver, syndiqués et non-syndiqués, dans un comité de mobilisation, pour ne pas dépendre des décisions de la direction ou du CSE. La majorité de ce dernier a d'ailleurs décidé le 15 octobre de ne pas mettre en cause la direction malgré son non-respect de la loi concernant l'exposition aux fibres d'amiante pourtant avérée des collègues de Paris 17, et de ne rien faire contre les réorganisations sauvages.

Le 29 octobre dernier se sont retrouvés à 19h30, après les horaires de travail, 22 collègues des différents sites où travaillent les collègues de Paris 17, aux côtés des militants syndicaux, qui avaient fait venir un avocat et un expert sur les questions d'amiante. Les collègues ont débattu sur la poursuite judiciaire de La Poste afin de la forcer à faire face à ses

responsabilités ; mais aussi de la possibilité d'obtenir leur rapatriement sur un site unique et de la résistance contre les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail. Un prochain comité de mobilisation est prévu le 18 novembre.

Le syndicat Sud a également appelé à une rencontre des postières et postiers en colère d'Île-de-France le 6 novembre. 42 collègues de 20 établissements de Paris, des Yvelines et des Hauts-de-Seine s'y sont retrouvés, dont des militants CGT, SUD mais aussi une partie non-syndiqués. C'est la première rencontre qui, en dehors d'une grève, regroupe autant de postiers d'établissements et de départements différents depuis des années. Les collègues y ont débattu de comment répondre à la fois aux suppressions d'emplois et aux réorganisations continues, mais aussi à la mise en place d'horaires flexibles et de nouvelles activités logistiques sans aucun cadrage ni rémunération supplémentaire. La grève de Paris 17 a évidemment joué un rôle d'encouragement. D'autres réactions ont également été mises en lumière, comme une caisse de grève lancée par une partie des collègues de Paris 15 en préparation de la prochaine réorganisation début 2026. Une motion à diffuser dans les services et la constitution d'un comité de mobilisation régional y ont été adoptées. Un tract d'appel à une prochaine réunion du comité de mobilisation en janvier va être rédigé et diffusé dans les bureaux de poste de la région.

CORRESPONDANT • 11/11/2025

19 novembre : mobilisation dans les établissements du 93 contre les lois racistes et pour la régularisation des élèves sans-papiers et de leurs familles

Les 23 septembre et 15 octobre derniers, des agents d'une dizaine de lycées de Seine-Saint-Denis se sont retrouvés en assemblée générale, avec le soutien du Réseau éducation sans frontières (RESF), face à la souffrance croissante d'un grand nombre d'élèves sans aucune perspective claire de régularisation, voire faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Ces dernières années, les lois racistes se sont multipliées pour rendre de plus en plus difficiles les conditions pour obtenir un titre de séjour, et donc pouvoir vivre en France et suivre normalement sa scolarité. La loi Darmanin de 2024 et la circulaire Retailleau sont les dernières nées de cette longue liste.

Dans les établissements scolaires, les élèves ont souvent peur de faire part de leur situation précaire, car à tout moment une OQTF peut tomber. C'est souvent à l'occasion de sorties ou de voyages scolaires que le personnel est informé de ces situations dramatiques, car ces élèves, évidemment, ne peuvent se déplacer.

Ce collectif « inter-lycée » appelle donc à la grève le 19 novembre et à se rassembler massivement devant la préfecture de Bobigny, pour montrer leur soutien à ces élèves et à leurs familles, exiger leur régularisation et revendiquer l'abrogation de toutes les lois racistes et anti-immigrées, à commencer par la loi Darmanin et la circulaire Retailleau.

AURÉLIEN PÉRENNA • 11/11/2025

19 NOVEMBRE
JOURNÉE DE MOBILISATION DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

POUR LA RÉGULARISATION DE NOS ÉLÈVES SANS PAPIERS ET DE LEUR FAMILLE

9H-12H : PIQUETS DE GRÈVE DEVANT LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES
14H-17H : RASSEMBLEMENT FESTIF DEVANT LA PRÉFECTURE DE SEINE-SAINT-DENIS

DROIT À L'ÉDUCATION POUR TOUTES ET TOUS !
DES TITRES DE SÉJOUR POUR LES JEUNES MAJEURS SCOLARISÉS / ABROGATION DES MENACES D'EXPULSION !

REJOIGNEZ-NOUS !
L'inter-Lycées 93 / interlycées93@gmail.com

Liquidation de Novasco à Hagondange (Moselle) ?

À un terme d'un feuilleton dont nous avons fait le récit sur notre site internet, c'est au tribunal judiciaire de Strasbourg de statuer le 12 novembre sur la liquidation judiciaire de cette usine comptant 450 ouvriers. Le groupe Novasco a été repris ces deux dernières années par quatre patrons différents, dont Greybull, un fonds d'investissement spécialisé dans l'armement, qui prétendait vouloir orienter l'acier produit vers la production d'obus. Mais bien vite, les salariés ont compris qu'un nouveau vaitour planait. À raison, puisque sur les 90 millions que l'actionnaire devait investir, seulement 1,5 million a été effectivement mis sur la table, y compris après le généreux cadeau de 75 millions par l'État. Récemment, le soulagement se faisait sentir un petit peu chez les travailleurs de l'usine, avec une proposition globale de Métal Blanc, et pour les autres sites de Dunkerque, Custines et Saint-Étienne par Europlasma.

Mais Métal Blanc a ensuite décidé de se retirer de l'offre pour Hagondange. La raison est bien simple : l'entreprise a fait savoir qu'elle avait le projet d'investir pour produire de l'acier décarboné dans l'usine de Dunkerque... Une belle promesse d'écologie ! Mais l'usine d'Hagondange produit déjà de l'acier décarboné. En réalité, il s'agit là d'une « fine » manœuvre pour obtenir toujours plus de fonds de l'État au nom de la transition écologique chère au gouvernement pour briller lors des sommets internationaux. Un faux-nez pour licencier à tour de bras et garantir toujours plus de profits. Les travailleurs d'Hagondange, déjà en lutte depuis plus d'un an et demi, ont fait savoir qu'ils continueront à lutter !

C. Z. • 11/11/2025

ÉDUCATION NATIONALE : LE SÉNAT PROPOSE DE DOUBLER LES SUPPRESSIONS DE POSTES, DE 4 000 À 8 000 !

Olivier Paccaud, rapporteur spécial de la commission des Finances du Sénat, a proposé, le 31 octobre, de porter de 4 000 à 8 000 les suppressions de postes dans l'Éducation nationale, arguant lui aussi de la « baisse démographique ». Il est vrai qu'il y a tellement peu d'élèves par classe qu'on peut encore se permettre de supprimer des postes ! Le nombre moyen d'élèves par classe en France est de 6 % supérieur à la moyenne des pays européens ; dans le primaire, c'est même le pays, avec la Roumanie, qui compte les effectifs les plus chargés ! Ceci dit, il est vrai que cela fait bien longtemps que M. Paccaud, professeur d'histoire-géographie de formation, n'a pas mis les pieds dans une salle de classe...

Ces suppressions de postes vont aussi affecter les AESH, ce personnel qui accompagnent les élèves en situation de handicap : alors que près de 50 000 élèves ne bénéficient pas de l'accompagnement auquel ils ont droit, le ministère ne prévoit de créer que 1 200 postes d'AESH, contre 2 000 l'an dernier, un nombre déjà bien insuffisant.

Signe des priorités de la bourgeoisie française en ces temps de réarmement militaire à tout va, le budget de l'Éducation nationale n'est plus le premier poste de dépense de l'État, dépassé par... la Défense.

AURÉLIEN PÉRENNA • 11/11/2025

C'est déjà Noël pour les sidérurgistes européens

Le 6 novembre, à l'issue d'une réunion entre les principales entreprises sidérurgiques allemandes et le gouvernement fédéral, le chancelier Friedrich Merz s'est rangé derrière les revendications des entreprises du secteur.

Ces entreprises réclament une adaptation des règlements européens et un plan pour l'acier à l'échelle de l'UE, soi-disant pour être en mesure de concurrencer les exportations indiennes et chinoises.

Début octobre, la commission européenne a répondu à ces demandes en présentant la première partie de son plan pour l'acier, contenant des mesures douanières alignant les tarifs sur les 50 % imposés par les États-Unis plus tôt dans l'année et divisant par deux les quotas d'importation non taxés.

Une seconde partie du plan doit être annoncée dans les mois qui suivent concernant un dispositif de taxation carbone aux frontières douanières de l'UE. En effet, en 2030, les amendes pour chaque tonne de CO₂ émise doivent encore augmenter et pousser les entreprises du secteur à fermer leurs hauts-fourneaux hautement émetteurs pour les remplacer par des fours à arc électrique. Mais les coûts de la production d'acier par des fours électriques sont bien plus élevés en raison du prix de l'électricité en Europe. Les industriels du secteur (Eurofer, principal syndicat patronal en tête) souhaitent donc des garanties sur un mécanisme entraînant un surcoût sur l'acier produit à l'aide de hauts-fourneaux hors UE.

C'est, semble-t-il, de cela que Salzgitter, ThyssenKrupp et Saarstahl auraient convaincu le gouvernement allemand, qui réclame désormais que toutes les mesures du plan acier de l'UE soient annoncées rapidement pour une mise en œuvre dès janvier 2026.

Mais en attendant, alors que les cadeaux et promesses de cadeaux pleuvent pour les industriels du secteur, les annonces de suppressions d'emplois ou de fermetures de site ne sont pas suspendues. En France, alors que le premier volet douanier du plan acier était annoncé, le président d'ArcelorMittal France continuait à maintenir le flou sur l'investissement dans les chantiers de fours électriques sur le site de Dunkerque, malgré les aides de 850 millions d'euros sur le 1,8 milliard d'investissements nécessaires.

Un chantage auquel les États cèdent complaisamment, sur le dos des travailleurs qui subissent les licenciements – déjà en 2024, on a compté 18 000 licenciements sur les 300 000 emplois du secteur.

PIERRE SELIM • 11/11/2025

« Psychopathes » des profits, « killers » d'emplois : les PDG passent, la logique Stellantis reste



AVEC DE TELS AMIS, LA PLANÈTE N'A PAS BESOIN D'ENNEMIS

Aux constructeurs « pleurnichards » qui voudraient « temporiser » sur le passage à l'électrique, il répond : « C'est contraire à l'intérêt de mes petits-enfants car le fusible, c'est la planète. Qui se soucie aujourd'hui du réchauffement climatique ? Moi. » Pourtant, fin 2018, il menaçait que les objectifs de CO₂ auraient un « impact majeur sur les emplois sur l'ensemble de la chaîne de valeur automobile, qui embauche 13,3 millions d'Européens ». En 2019, il ironisait sur l'autonomie des moteurs électriques qui contraindrait à « ne plus pouvoir passer ses vacances au-delà d'un rayon de 100 km ».

AVALER LES SUBVENTIONS PUBLIQUES

Après avoir craché sur la voiture électrique, Carlos Tavares demande fin 2019 à l'État de mettre la main à la poche pour soutenir conversion à l'électrique et restructuration à coup de suppressions d'emplois par dizaines de milliers. En tant que président de l'Association des constructeurs européens d'automobiles, il déclarait : « Notre industrie est impatiente de progresser le plus rapidement possible vers une écomobilité zéro émission. [...] les gouvernements de l'UE doivent suivre le rythme croissant avec lequel nous lançons ces voi-

tures en augmentant énormément les investissements dans les infrastructures. » On comprend tout !

C'EST PAS MOI C'EST VOLKSWAGEN !

Au passage, il se défausse sur Volkswagen au sujet du Dieseldgate, alors que Renault pratiquait les mêmes falsifications aux émissions de CO₂ et que les ingénieurs Stellantis de Carrières-sous-Poissy recevaient la même semaine un ordre de la hiérarchie de supprimer tous les mails et preuves de ces falsifications.

JE GAGNE 1 000 FOIS PLUS QUE VOUS, MAIS EUX GAGNENT 1 000 FOIS PLUS QUE MOI !

Il revient aussi sur sa rémunération de 100 000 euros par jour (samedis et dimanches compris), il explique : « En Europe, on confond allègrement les millionnaires et les milliardaires. Il est pourtant impossible de mettre sur le même plan un Carlos Tavares et un Jeff Bezos. D'un côté, il y a les revenus à six chiffres, en millions d'euros, et de l'autre une richesse à neuf chiffres, en milliards de dollars. Ce ne sont ni les mêmes chiffres ni le même monde ! » Pauvre Carlos. On comprend son indignation et sa décon-
nexion, quand il commente sur LCI en oc-

tobre dernier le salaire mensuel du président Macron : 19 000 euros « à peu près [le] salaire d'un bon ingénieur de Stellantis avec cinq à dix ans d'expérience » ; sauf que le salaire d'un tel ingénieur dans un centre technique Stellantis est en moyenne 20 % de cette somme. Beaucoup n'hésiteront pas à aller réclamer la différence à leur direction !

Mais pas de critique sur la politique de son successeur : « Il y a trois usines de trop en Europe et au moins une en Amérique. Il fallait immédiatement les supprimer. J'aurais pu le décider, cela aurait juste conduit à mon départ plus rapidement dans un contexte occidental fortement politisé. » L'ex-PDG souhaite bonne chance au nouveau malgré ses critiques sur la stratégie du groupe, car du point de vue des suppressions d'emplois ouvriers, la continuité est évidente.

LÉO BASERLI • 11/11/2025

La version complète de l'article sur notre site



SYNLAB (AUCH)

LE PERSONNEL DU LABO NE VEUT PAS FAIRE LES FRAIS DES POLITIQUES DE CONCENTRATION DES PLATEAUX TECHNIQUES



J eudi 6 novembre, la vingtaine de personnes qui travaillent dans les laboratoires de biologie médicale Synlab d'Auch (Gers) étaient en grève. Synlab a en effet décidé de fermer le plateau technique où 8 personnes seraient licenciées. Les prélèvements continueraient d'être faits, mais seraient envoyés pour analyse au plateau d'Aire-sur-l'Adour (Landes), à 80 kilomètres d'Auch, obligeant ainsi les patients à attendre davantage pour

leurs résultats, ou à s'adresser à l'hôpital, déjà saturé.

Depuis quelques années, il y a une importante concentration des laboratoires de biologie médicale. Synlab a été racheté par le fonds d'investissement européen Cinven. En LBO, ce qui signifie que c'est Synlab qui doit rembourser l'emprunt contracté par Cinven pour l'acheter ! Une pratique prédatrice qui vide en général une entreprise de ses actifs en quelques an-

nées pendant lesquelles tout est fait pour dégager du cash. À Auch, jeudi dernier, les trois directeurs présents, qui étaient restés toute la journée claquemurés dans le labo, ont fini par recevoir tout le monde, les grévistes refusant catégoriquement l'idée d'une simple délégation. Pour l'instant, la direction refuse de revenir sur ses décisions. Les salariées grévistes veulent continuer à se battre contre les licenciements, n'acceptant pas d'être sacrifiées pour les profits d'un fonds d'investissement prédateur.

Elles se sont organisées en toute discrétion pour être à nouveau en grève lundi 10 novembre. La surprise a été totale et les biologistes ont été contraints de faire les prélèvements eux-mêmes. À nouveau, ils ont tenté de discuter avec un petit nombre de grévistes, ce que, toutes en cœur, ont refusé. Au soir du 10 novembre, elles s'interrogent sur les suites et comptent aller voir les salariés du plateau d'Aire-sur-l'Adour pour leur expliquer ce qu'entraînerait leur disparition : dans un premier temps une surcharge de travail, jusqu'à ce que, dans un second temps, ce plateau ferme également.

CORRESPONDANTE • 11/11/2025

À la recherche du NFP perdu ?

Le 28 octobre, Olivier Besancenot se retrouvait aux côtés de François Ruffin et Lucie Castets dans un débat organisé par le média « Au poste »¹. L'intitulé promettait une « gauche explosive »... mais on a plutôt eu droit à un pétard mouillé.



Tu peux tomber à gauche,
tu peux tomber à droite,

Les trois invités sont réunis par une même croisade : réunifier à tout prix la gauche... quand bien même elle s'entre-déchire. Pour Lucie Castets et François Ruffin, aspirants-généralistes sans troupes qui ne jurent que par les urnes, cet appel à l'unité est certes vital pour pouvoir exister électoralement.

QUE DIABLE ALLAIT-IL FAIRE DANS CETTE GALÈRE ?

Reste Olivier Besancenot à qui on ne prêterait pas de telles aspirations à gouverner. Mais ne voilà-t-il pas qu'il exhorte lui aussi la gauche de revenir à la raison en retrouvant l'unité du NFP de 2024, de François Hollande à Philippe Poutou. L'urgence serait telle, notamment pour faire face à l'extrême droite, que cette unité électorale serait une condition nécessaire à toute riposte.

Mais comment combattre cette extrême droite en se liant politiquement avec des partis dont la politique de gestion des affaires de la bourgeoisie, une fois au pouvoir, a contribué à sa montée ? Sans compter celles et ceux qui, à gauche, multiplient les sorties nationalistes. Et comment répondre à l'urgence sociale et écologique en faisant programme commun avec des organisations qui ne cherchent aucunement à proposer une politique dans les luttes pour s'en prendre réellement au pouvoir des patrons ? Pas un mot d'Olivier Besancenot sur la séquence des 10 et 18 septembre pendant laquelle les repré-

sentants de cette gauche « syndicale et politique », à commencer par les directions syndicales, ont œuvré pour canaliser la colère des travailleurs sur un terrain institutionnel. Car s'il y a une unité à rechercher, c'est pour aider les luttes à se développer, certainement pas pour les freiner et les canaliser dans les urnes !

QUEL EST LE BILAN DU NFP ?

Olivier Besancenot s'appuie sur l'exemple du NFP de 2024. C'est vite oublier la tiédeur de son programme, et l'absence de tout plan de lutte pour imposer au patronat la moindre revendication. Et c'est bien ce NFP qui a remis les députés du Parti socialiste en selle pour qu'une fois élus ils servent allégrement la soupe à Macron. Quelle surprise !

La lutte contre l'extrême droite ? Mais le RN bâtit précisément son succès sur le rejet de tous ceux qui ont gouverné, le ralliement au second tour du NFP au « front républicain » n'a pu qu'accélérer cette dynamique. Tragi-comédie de faire réélire un Gérard Darmanin pour barrer la route au RN !

RESTER SUR UN TERRAIN INSTITUTIONNEL OU REMETTRE LA LUTTE DES CLASSE AU CENTRE DU JEU : IL FAUT CHOISIR

Pour « en finir avec Macron et la V^e République », Olivier Besancenot se fait le promoteur de la convocation d'une Assemblée constituante reprenant une revendication de la France insoumise. Dans le contexte actuel, cela revient à ignorer toute perspective de classe en restant sur le terrain de la démocratie bourgeoise sans remise en cause du pouvoir des patrons. C'est pour cibler ouvertement ces derniers, et non pas simplement les politiciens à leur service, et pour œuvrer à ce que la classe ouvrière en lutte se dote de ses propres structures de pouvoir que les militants révolutionnaires s'avèrent indispensables ! Ils ne sont pas assez nombreux pour que certains d'entre eux perdent leur temps à jouer la mouche du coche de la gauche institutionnelle en la suppliant pathétiquement de bien vouloir s'unir.

BORIS LETO • 11/11/2025

Le RN n'est pas le bienvenu à Ivry

Avec ses 130 députés à l'Assemblée et ses millions d'euros de subventions par an, le Rassemblement national tente de s'incruster partout. Même à Ivry-sur-Seine, ville populaire du Val-de-Marne qui fête sa 100^e année de « communisme municipal », interrompu seulement sous Vichy. Certes, le Parti communiste a bien changé depuis ses débuts révolutionnaires et internationalistes et l'équipe municipale cède comme partout à la routine gestionnaire, mais c'est peu dire que la ville est ancrée à gauche.

Kevin Nader, le Bardella du 94, est un assistant parlementaire du RN chargé de monter une liste dans l'espoir de faire le buzz à l'extrême droite. Non pas qu'il trouve un public : 21 personnes dont le DPS (Département protection sécurité, les cogneurs du RN) et lui-même ont assisté à sa réunion de lancement. Dix fois moins nombreux que les manifestants ivryens qui ont marqué le coup pour dire leur opposition à la politique raciste et patronale du RN.

Lors des législatives de 2024, c'est une macroniste au mépris de classe très marqué, Shannon Seban, qui avait profité d'élections perdues d'avance pour se faire connaître, dans une opération de com' soutenue par CNews et BFM.

Les banlieues populaires ne sont pas un zoo médiatique. Dans ces élections, le NPA-Révolutionnaires présentera une liste menée par Selma Labib, conductrice de bus, et Benoît Chazerand, cheminot, pour faire entendre une voix ouvrière et révolutionnaire qui combat la droite et l'extrême droite sans se limiter aux illusions institutionnelles entretenues par la gauche.

RP • 11/11/2025



LA FÊTE DU COMITÉ NATHALIE LE MEL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES À KERMOROC'H (CÔTES D'ARMOR)

Le film « Ceux de Pederneec » du collectif militant « les Cent Fleurs » a été projeté en ouverture de la fête de ce samedi 8 novembre devant une soixantaine de participants. Il relate une histoire ouvrière du Trégor, d'une grève au sein des abattoirs Doux en 1974 avec occupation, répression, piquet de grève, manifestations, marche des lycéens de Guingamp, solidarité de dizaines de comités de soutien et surtout abattages clandestins de poulets. Comme les LIP : « on travaille, on vend, on se paie » !

Dans une région où dominent l'agriculture et surtout les industries agroalimentaires, le témoignage des deux ex-salariés de Triskalia Nutréa, composante du groupe « coopératif » Eureden, confirme bien qu'empoisonner les salariés et les consommateurs est la principale activité du capitalisme agro-industriel.

L'intervention de nos deux porte-parole Armelle Pertus et Gaël Quirante à notre fête

a motivé ses participants à monter à Paris le 29 novembre pour la manifestation en solidarité avec la Palestine.

GOUEL POELLGORG,
NPA-R E KERMOROC'H
• 11/11/2025



À GRENOBLE : UNE LISTE ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

Notre liste menée par Baptiste Anglade, travailleur social et syndicaliste, aux côtés de travailleurs et de jeunes fera entendre la voix de celles et ceux qui font tourner la société au quotidien.

Nous défendrons la réquisition immédiate des logements vides, la gratuité et l'extension des services publics, en rupture totale avec les politiques menées par la mairie sortante d'union de gauche depuis 2014. Nous refusons également la démagogie raciste de la droite et de l'extrême droite, qui impute à l'immigration l'insécurité, alors que celle-ci est surtout sociale pour les habitants des quartiers populaires.

Il n'est pas question de promesses électorales : ces mesures ne pourront être obtenues que par nos luttes collectives et la détermination de notre camp social.

Nous ne croyons pas au socialisme dans une seule commune. C'est pourquoi nous porterons également des combats plus larges, comme l'interdiction des licenciements, notamment à l'usine Teisseire, le partage du temps de travail entre tous et toutes, l'augmentation des salaires

ou encore notre opposition à la guerre et à l'impérialisme, en affirmant clairement notre solidarité avec le peuple palestinien.

Dans ces élections façonnées pour les grandes machines politiques, notre réussite ne dépendra que de nous-mêmes et de nos soutiens. Nous mènerons une campagne militante dynamique et populaire, fidèle à nos convictions.

Nous invitons celles et ceux qui s'intéressent à notre campagne à venir nous rencontrer mardi 18 novembre à 19 heures au 27 rue Moyrand.

• 11/11/2025



¹ <https://www.auposte.fr/gauche-explosive-quand-castets-ruffin-et-besancenot-se-disent-enfin-les-choses/>

MAIRIE DE LYON : AULAS EN CAMPAGNE, LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES AUSSI !

Jean-Michel Aulas, ex-patron de l'Olympique lyonnais (OL) a annoncé sa candidature sur la liste « Coeur Lyonnais ». Cette figure patronale dont le nom évoque les grandes heures du club de football surfe sur son aura et sur les rancœurs anti-écologues.

Arrivé à la tête de l'OL en 1987, il est déjà PDG de Cegid, qu'il cède en 2007 à Groupama, une opération qui lui rapporte plusieurs centaines de millions d'euros. En tant que président de l'OL, Aulas a transformé le club en holding cotée en bourse : l'« OL Groupe ». Il lance la création de l'« OL Vallée » à Décines, un complexe de loisir entourant un grand stade, dont le contrat de « naming » revient à... Groupama. Hasard des affaires sans doute ! Si l'édification du stade a été financée par le club, tous ses accès (dont la création d'une ligne de tram) ont été payés par la métropole de Lyon. Côté tribunes, Aulas était durant son règne bien tendre avec certains supporters d'extrême droite, notamment le groupe « Mezza » dont les membres sont coutumiers de banderoles racistes et autres saluts nazis.

Encouragée par Sarkozy, adoubée par Wauquiez, puis ralliée par Horizons, l'UDI, Renaissance : c'est une vraie candidature de droite ! Aulas, en plus d'être « Monsieur OL », exploite le mécontentement ambiant contre Doucet, maire écologiste de Lyon. Il promet

le retour de la voiture en ville, mais a aussi annoncé son intention de rendre gratuits les transports pour les résidents lyonnais (et seulement eux). Sa campagne est également axée sur des thèmes sécuritaires : plus de police municipale, plus de caméras de surveillance, etc.

Face à ce notable populiste, le NPA-Révolutionnaires présentera à la mairie de Lyon une liste de jeunes et de travailleurs, conduite par Raphaëlle Mizony, étudiante et porte-parole jeune, et Anthony Bruno, cheminot. Ils porteront dans cette élection la perspective des luttes et la dénonciation du vieux monde, celui où les patrons et les politiciens à leur service se confondent.

LÉNA PRADAL • 11/11/2025



NOS CANDIDATS, ANTHONY ET RAPHAËLLE

Agenda

FÊTE DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES

DÉBATS - EXPOSITIONS
LIBRAIRIE
MEETING
BUVETTE
REPAS
TOMBOLA
CONCERT

SAMEDI 15 NOV. 2025

CENTRE D'ACTIVITÉS ET DE LOISIRS DE PLANTIERES
METZ

2A RUE M^{re} PELT
METZ - 57000
ANNEE FÉLIX GAUCH

À PARTIR DE 14H

ENTRÉE AVEC REPAS : 15 €
(10 € SUR PLACES)
ENTRÉE SANS REPAS : 5 €

f n p n a . r e v o . j o r n a l e

VIOLENCES SEXISTES ET SOCIALES

ORGANISONS-NOUS POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME ET LE PATRIARCAT !

manifestation

22 novembre

14 h - Pl. de la République
Paris

Journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

npa-revolutionnaires.org

ÉLECTION MUNICIPALE 2026

RÉUNION PUBLIQUE

POURQUOI FAUT-IL UNE LISTE RÉVOLUTIONNAIRE AUX MUNICIPALES ?

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES
GRENOBLE

MARDI 18 NOVEMBRE À 19H - SALLE MOYRAND

LICENCIEMENTS, AUSTÉRITÉ, MILITARISME, GÉNOCIDE À GAZA...

LES CAPITALISTES NOUS FONT LA GUERRE ORGANISONS-NOUS POUR LES RENSER !

meeting

29 novembre

19h30 - Espace Charenton
327 rue de Charenton
75012 Paris

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

npa-revolutionnaires.org

FILM

LES BRAISES

THOMAS KRUTHOF

En salle depuis le 5 novembre.



Sept ans déjà. C'était en novembre 2018, les premières manifestations des Gilets jaunes. « Les Braises », titre si bien trouvé pour ce beau film. Les braises intimes, au sein d'un couple très uni, où l'ouvrière (tout de même cheffe d'équipe) se politise et devient militante au fil des jours et des manifs, quand son mari, petit patron routier dont l'entreprise vacille, oscille entre l'appréhension, l'incompréhension et la solidarité amoureuse. Mais aussi les braises collectives, incandescentes au fil des semaines de répression policière et juridique et au fil des mobilisations sociales qui suivirent jusqu'en 2025.

Un film à la fois subtil et vigoureux où l'on s'identifie aux deux excellents acteurs principaux (Virginie Efira et Arieh Worthalter), aux côtés d'anciens Gilets jaunes recrutés pour le film. À noter une scène d'anthologie, où les ouvrières qui manifestent avec humour tout en scandant « la police avec nous », interpellent en riant les jeunes flics casqués qui tentent de rester impassibles jusqu'au sourire de l'un d'eux, laissant croire à une entente... trente secondes avant l'ordre d'une charge policière incroyablement sauvage. Un film chaudement recommandé... braises toujours incandescentes obligent.

H.C. • 11/11/2025

LECTURES

LA CIVILISATION JUDÉO-CHRÉTIENNE. ANATOMIE D'UNE IMPOSTURE

SOPHIE BESSIS

Les liens qui libèrent, 2025, 10 €



« Notre victoire, c'est votre victoire ! C'est la victoire de la civilisation judéo-chrétienne contre la barbarie », proclamait Netanyahu sur LCI le 30 mai 2024. C'est en réaction au soutien inconditionnel apporté par les puissances impérialistes occidentales au génocide perpétré par leur allié et sous-traitant israélien que Sophie Bessis a écrit cet essai direct et resserré. Plus précisément contre ses fondements idéologiques qui, s'ils sont des prétextes pour camoufler une alliance d'intérêts, n'en ont pas moins des conséquences politiques.

Le concept de « civilisation judéo-chrétienne » s'est imposé très récemment, après les années 1980, venant « grand-remplacer » celui de « l'héritage gréco-latin ». Retour d'une référence réactionnaire à la religion mais maintien du mensonge d'un Occident comme berceau unique de la pensée moderne.

Le terme « judéo-chrétien » résume une offensive idéologique qui combine « un triple processus d'occultation, d'appropriation et d'exclusion ».

« Occultation » d'abord de plus d'un millénaire de persécutions antisémites menées par les pouvoirs chrétiens d'Europe, persécutions qui ont culminé avec le génocide des Juifs par les nazis. Les Juifs d'Europe étaient alors systématiquement renvoyés à leur « altérité orientale ». C'est une des raisons pour lesquelles les fondateurs du mouvement sioniste ont trouvé des appuis chez des dirigeants européens antisémites : la volonté de renvoyer les Juifs « en Asie » comme le souhaitait par exemple et entre autres Proudhon.

Lorsque l'Europe reconnaît enfin l'horreur qu'a été la Shoah (l'autrice estime qu'il faut attendre le procès Eichman en 1962), c'est un mouvement d'« appropriation » qui s'enclenche, qui permet de réinclure dans l'Occident la première des religions monothéiste et d'en nier les origines orientales. C'est ainsi qu'Israël, composé pourtant majoritairement de populations non-européennes (juives d'Afrique, chrétiennes ou musulmanes), se présente comme la pointe avancée de l'Occident.

Cette « appropriation » de la judéité à l'Occident procède enfin d'une « exclusion », celle de l'Islam, troisième religion monothéiste, et de tous les pays où les musulmans sont les plus nombreux. Le fameux « choc des civilisations » est entretenant d'abord par les États impérialistes mais aussi par certains nationalistes arabes ou par les islamistes, c'est-à-dire par toutes les forces qui jouent sur les divisions ethniques, nationales ou confessionnelles pour assoir leur pouvoir.

Cet essai est indispensable pour l'autodéfense militante face aux amalgames identitaires, ouvertement religieux ou qui se masquent derrière un prétendu universalisme à la mode impérialiste.

RP • 11/11/2025

Être étudiant étranger : un parcours du combattant

Le Projet de loi de finances pour 2026 prévoit la suppression des APL pour les étudiants internationaux non boursiers qui ne viennent pas de l'Union européenne.



ÉTUDIER COÛTE PLUS CHER QUAND ON N'A PAS LES BONS PAPIERS

Les étudiants étrangers, c'est 14 % des étudiants, environ 410 000 personnes. Depuis 2019, et le plan « Bienvenue en France », leurs frais d'inscription sont différenciés s'ils ne viennent pas de l'Union européenne : 2 895 € par an en licence, 3 941 € en master. Les études permettent d'obtenir un visa en France... mais les frais de dossier (99 euros) ne constituent que la partie émergée des coûts. Pour solliciter Campus France, il faut fournir : acte de naissance, certificat de nationalité, carte d'identité et passeport, assurance voyage rapatriement, justificatifs de réservation d'un vol aller-retour, attester d'un hébergement pendant la durée du séjour. Comptez donc près de 10 000 euros pour un visa de 12 mois. Et votre situation reste précaire : vous pouvez ne pas l'obtenir... et il peut sauter en cours d'année. La lenteur - volontaire - des démarches administratives, peut rendre des étudiants « sans-papiers » alors même qu'ils ont fait leurs démarches à temps.

DES POLITIQUES DISCRIMINATOIRES QUI SE RENFORCENT

C'est une politique d'immigration « choisie », via des exigences pseudo-méritocratiques (niveau de français, résultats aux diplômes) et financières (frais d'inscription différenciés) : pour venir étudier de l'étranger, il faut être riche.

Darmanin prévoyait même dans sa loi « asile et immigration » de 2024 de demander aux étudiants étrangers de laisser une caution lors de leur arrivée, pouvant sauter à la première infraction. Un amalgame crasse entre immigration et délinquance, qui avait de quoi ravir le RN. On retrouve ce même racisme assumé dans la suspension arbitraire, sous un prétexte, de l'accueil des étudiants palestiniens de Gaza en août 2025, en plein génocide.

Une fois en France, les galères continuent : labyrinthe administratif, difficultés d'intégration, remarques racistes à la fac. Cela explique que deux tiers des étudiants internationaux en France ne parviennent pas à obtenir leur licence en trois ans, mais aussi leur sur-représentation dans les dossiers de « sans-facs » déposés à Nanterre, Lille ou Lyon. Les mobilisations annuelles pour exiger leur inscription, ainsi que les mobilisations étudiantes de 2018 à 2020 ayant contraint certaines facs à ne pas appliquer les frais d'inscriptions différenciés montrent qu'il est possible de faire reculer les politiques discriminatoires de l'État ! Face à la suppression des APL pour les étudiants étrangers extra-européens, qui ouvre la voie à la remise en cause des APL pour tous les étudiants, il faut se mobiliser !

UMA DAUNAI • 11/11/2025

Immersion en entreprise dès 12 ans, retour du travail des enfants ?

Le patron du principal syndicat patronal, Patrick Martin, fait le tour de France pour détailler ses treize propositions pour « réduire le chômage des jeunes ».

Derrière quelques déclarations de principe (comme la nécessité de féminiser les métiers scientifiques), la bourgeoisie martèle sa volonté de décider des programmes scolaires : « associer systématiquement les entrepreneurs à la définition des cartes de formations initiales », multiplier les temps « d'immersion » en entreprise (tant pour les élèves, dès la 5^e, que pour les professeurs), créer un « Bureau des entreprises » dans les universités, multi-

plier les formations professionnalisantes Bac +1 en lien avec les entrepreneurs, systématiser l'apprentissage (dont une grande partie des salaires sont versés par l'État).

En somme, continuer sur la ligne violente tracée par les réformes des lycées pros ou des universités.

Que les jeunes se rassurent : « l'avenir » s'écrit avec eux ! Et pour cause, les futurs profits des patrons ont dès maintenant besoin de former une chair fraîche à exploiter.

STEFAN INO • 11/11/2025

ÉTAT ESPAGNOL

LES ÉTUDIANTS S'ORGANISENT CONTRE LA « TOURNÉE » D'UN MILITANT D'EXTRÊME DROITE



Un militant et influenceur d'extrême droite espagnol, Vito Quiles, a commencé une tournée des universités pour répandre ses idées réactionnaires et nauséabondes comme le faisait l'influenceur suprémaciste Charlie Kirk aux États-Unis avant d'être tué. Vito Quiles a réussi à intervenir sans autorisation dans une dizaine d'universités de villes comme Alicante ou Grenade. Cette tournée avait pour but de regrouper la « jeunesse patriotique » à laquelle il cherche à s'adresser et qui l'accueille sous le signe des saluts nazis, des drapeaux franquistes ou en scandant des slogans racistes et islamophobes.

Contre la présence de cette extrême droite militante, des centaines de jeunes se sont organisés sur les campus. Six cents étudiants et soutiens se sont réunis sur celui de Grenade, afin de combattre la diffusion des idées d'extrême droite non seulement à la fac mais dans toute la société. La police est intervenue pour chasser les manifestants.

Ce sont bien les politiques antisociales menées depuis des années, y compris par le gouvernement du socialiste Sanchez, soi-disant « le plus à gauche de l'histoire », qui font monter ces « idées » qui ne visent qu'à créer des divisions artificielles entre travailleurs. Pour en finir avec l'extrême droite, il faudra se battre pour une société radicalement différente de celle qu'elle défend, qui est raciste et inégalitaire, un paradis pour les patrons et un enfer pour les travailleurs. Vito Quiles

ne cache même pas que sa « tournée » des universités est financée par des entreprises et des hommes d'affaires qui souhaitent apporter du soutien à ses idées. C'est peut-être la seule vérité qui sort de sa bouche. Les patrons exploiteurs savent sponsoriser les idées qui leur servent !

Le combat contre les idées de l'extrême droite doit être quotidien. Il passe aussi par des manifestations pour s'opposer à la présence de ses « influenceurs » sur les campus et partout dans la société, afin de les empêcher de normaliser un discours de haine et de division. Il faudra l'unité la plus large possible des organisations de la jeunesse et du mouvement ouvrier dans les mobilisations afin de les empêcher de s'implanter sur les campus en Espagne comme ailleurs.

LOÏE FLORES • 11/11/2025

@npajeunes_revo

NPA JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES

contact@npa-jeunes-revolutionnaires.org

Le capitalisme nous fait la guerre : RENVERSONS-LE !

WEEK-END DE FORMATION

29 NOVEMBRE & 30 À PARIS

scanne le QR code pour t'inscrire !

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

NPA JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES